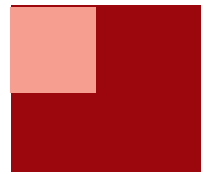


**SOCIALISME &  
DÉMOCRATIE**



**Bâtir une nouvelle identité au  
Parti socialiste**



# Sommaire

**Partie I : Le Manifeste pour un socialisme nouveau**  
Page 3

**Partie II : Pour un contrat de rénovation**  
Page 14      **texte de Socialisme & Démocratie et “Rénover maintenant”**

**Partie III : Textes adoptés au sein du pôle des Reconstructeurs**

Page 21      **“ Engagements ”**

Page 24      **“ Pour un grand parti de la gauche ”**

**Partie IV : Textes en débat au sein du pôle des Reconstructeurs**

Page 28      **Bâtir le nouveau PS**

Page 30      **Europe : les nouveaux défis**

Page 35      **Oui à l’émancipation individuelle,  
non à l’individualisme destructeur**

Page 37      **Engager la transition vers un modèle économique soutenable**

Page 41      **Pour une politique économique de gauche**



**Partie I**

**Manifeste pour un socialisme nouveau**

**août 2007**



# Manifeste pour un socialisme nouveau

La mondialisation est inévitable. Mieux, elle est dans certains domaines souhaitable. Elle seule peut permettre de traiter les problèmes mondiaux comme les atteintes à l'environnement. Dans le même temps, elle est porteuse de risques pour l'identité, la démocratie et l'égalité. Face à ces risques et à ces opportunités, il faut agir pour conjurer ceux-ci et profiter de celles-ci.

Dominique Strauss Kahn, *La Flamme et la cendre*, 2002

Le socialisme français est confronté en ce début de siècle au défi majeur de sa rénovation idéologique.

La chute du mur de Berlin, la mondialisation, les nouvelles menaces, les défis écologiques, l'individualisation sociale et culturelle, le vieillissement démographique, l'élévation du niveau d'information et d'éducation, ... sont autant de phénomènes majeurs qui renouvellent radicalement la toile de fond dans laquelle la gauche avait bâti ses mots d'ordre et ses réponses.

Pour le socialisme français, le cycle d'Épinay est définitivement épuisé. Il lui faut reformuler entièrement ses orientations fondamentales et son projet historique.

Le printemps 2007 a rappelé l'urgence de la tâche. Malgré la dynamique du vote utile, de l'anti sarkozysme, malgré la mobilisation des jeunes, des cités, des plus modestes, nous n'avons pas donné aux français le sentiment de répondre aux grandes questions de la période : la protection face à la mondialisation, le financement de la sécurité sociale et des retraites, la répartition des revenus et des prélèvements, la place du travail, la promotion individuelle, ... Face à un Sarkozy construisant une équation électorale majoritaire sur les divisions internes aux couches populaires et moyennes, nous n'avons pas suffisamment réussi à fédérer les diverses couches de notre base sociale potentielle autour d'un projet économique, social et sociétal mobilisateur.

Miser demain sur l'échec de Sarkozy, l'éclatement de ses contradictions, la dégradation de sa popularité, ou gagner les élections intermédiaires sur la base d'une déception ne peuvent suffire.

Nous ne devons pas réitérer l'expérience des années 2003-2006 qui nous a conduits d'une défaite à une autre. Nous ne pouvons plus différer l'impératif de rénovation.

Cet enjeu concerne évidemment toute la gauche. Mais l'essentiel dépend du Parti socialiste. C'est à nous qu'il appartient d'abord d'être au clair sur ce que nous sommes, ce que nous voulons, ce que nous proposons aux français.

Sans prétendre résoudre et trancher tous les problèmes, nous essayons d'esquisser ici les contours possibles de ce socialisme nouveau, de ce socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Notre approche s'inscrit dans la logique d'une sociale – démocratie actualisée. Elle repose sur quelques piliers essentiels : le compromis assumé avec l'économie de marché, la promotion de l'égalité réelle, la nécessité d'une vision mondiale et européenne, une vision renouvelée du développement et du progrès, la reconnaissance des aspirations individuelles, l'exigence d'une démocratie aboutie, ... Rompant avec l'idéologie de la « rupture » et les évidences manichéennes d'autrefois – le travail contre le capital, le social contre l'économie, le progrès contre l'obscurantisme, la société contre l'individu, le mouvement contre l'ordre, ... -, elle conserve l'horizon d'une transformation radicale de la société et reste articulée par une vision essentielle : l'émancipation individuelle.

C'est cette approche que nous proposons à la réflexion de notre Parti, comme une première contribution à ce travail collectif, un apport au débat ouvert et sans tabou que nous devons mener ensemble.

## **De nouvelles orientations**

La question des orientations fondamentales du socialisme français est aujourd'hui posée.

Nous ne pouvons en effet critiquer le monde tel qu'il est et espérer le transformer qu'à partir d'un idéal, qu'en sachant nous-mêmes ce que nous voudrions qu'il soit.

S'ils attendent des réponses concrètes aux problèmes de la vie quotidienne, les français veulent d'ailleurs comprendre nos visées. Nous ne devons pas accepter de perdre la bataille culturelle des valeurs en laissant la droite imposer ses définitions de la nation, de l'ordre, du travail, du mérite. Nous devons leur dire ce que signifie pour nous être socialiste et pour quoi nous nous battons en ce début de XXI ème siècle.

De ce point de vue, nous ne partons pas de rien. Nous sommes les héritiers d'une longue tradition philosophique et politique, celle de la gauche républicaine et du socialisme démocratique. Nous n'avons pas peur de réaffirmer notre fidélité à des valeurs et à des réformes qui, des grandes lois émancipatrices de la troisième République jusqu'à l'œuvre législative récente des septennats Mitterrand et du gouvernement Jospin, ont contribué à inscrire celles-ci dans la société française.

Appuyés sur ce socle solide, nous devons néanmoins tirer les leçons de nos propres expériences et tenir compte des réalités nouvelles. Nous ne pouvons plus nous diriger dans le monde et la société d'aujourd'hui avec les mots d'ordre issus du cycle d'Epinay. L'effondrement historique des économies administrées, la mondialisation, la prise de conscience radicale des enjeux écologiques, l'individualisation sociale et culturelle nous imposent une réactualisation profonde des principes mêmes qui guident notre action à long terme.

## **Le compromis assumé**

Depuis la Révolution de 1789, les hommes et les femmes de gauche se définissent par leur volonté de considérer les autres hommes comme « des autres moi-même », dotés des mêmes types de besoins et d'aspirations.

Cet humanisme fondamental implique un combat constant pour l'accès de tous

aux ressources essentielles et contre les inégalités indues : inégalités de droit, discriminations, écarts de revenus et de fortune que rien ne peut justifier.

Il implique aussi le refus de toutes les formes d'exploitation et de domination, le refus d'une « société de marché » où tout relèverait de la sphère marchande, où l'homme lui-même deviendrait une marchandise soumise au bon vouloir d'autres hommes.

Il se traduit depuis près de cent cinquante ans par un rapport critique à l'économie de marché capitaliste et, depuis plusieurs décennies, par un attachement de principe à « l'Etat social » mis en place en France et en Europe au siècle dernier, et à ses grands instruments: services publics, sécurité sociale, retraites par répartition, fiscalité progressive, aide sociale, droit du travail, salaire minimum,...

Ces préoccupations sociales, cette volonté d'imposer des restrictions indispensables au capitalisme, continuent aujourd'hui de structurer notre identité. Elles sont au cœur du clivage toujours actuel entre la gauche et la droite. Dans le débat contemporain sur les « réformes » à entreprendre pour ajuster l'Etat social aux mutations de l'économie et de la société, elles fondent notre refus d'un « alignement » sur les standards néo-libéraux qui passerait par la déréglementation tous azimuts, la libéralisation de tous les secteurs économiques, la précarisation généralisée du salariat, la montée en puissance des assurances privées, la baisse aveugle des dépenses publiques et sociales ou l'allègement des impôts pour les plus aisés....

Mais ce rapport critique au capitalisme et cette fidélité aux instruments de sa domestication sociale ne suffisent plus à définir le socialisme du XXI ème siècle.

Pour la gauche, une des leçons fondamentales du siècle précédent reste en effet l'échec du « socialisme réel » et des expériences de collectivisation de l'économie. Nous continuons de combattre les désordres économiques et les injustices sociales engendrés par le fonctionnement de l'économie de marché capitaliste. Mais nous reconnaissons aussi désormais l'efficacité indiscutable de ce mode d'organisation et de coordination pour produire les richesses nécessaires au développement des sociétés. Nous ne considérons plus l'Etat social comme un moment historique de la lutte des classes, un compromis transitoire avec le capitalisme mais comme un compromis fondamental et nécessaire entre travail et capital, justice sociale et efficacité économique, intervention politique et loi du marché.

Cette rupture essentielle de sa doctrine, le faisant basculer dans l'ère du ré-

formisme, le parti socialiste l'a actée dans sa pratique depuis le milieu des années quatre vingt.

Nous souhaitons qu'il l'acte désormais clairement dans son discours. Nous souhaitons qu'il abandonne en son sein les faux débats, les faux clivages rhétoriques qui stérilisent la réflexion, entretiennent des complexes infondés vis-à-vis de l'extrême gauche, empêchent d'aborder les vrais enjeux et de donner à cette nouvelle volonté réformiste commune sa plénitude. Soucieux de vérité vis-à-vis des français, nous proposons que notre parti s'assume désormais comme un authentique parti réformiste, dans les discours comme dans les actes, dans l'opposition comme dans l'exercice des responsabilités.

Délaissant un rapport purement critique pour miser désormais aussi sur les apports positifs de l'économie de marché, conscients que l'on ne peut redistribuer que ce qui est produit, nous pensons également que le socialisme doit être attentif aux conditions de la création des richesses. Nous combattons les excès du marché, la recherche effrénée de la rentabilité, les diktats imposés par le capitalisme financier, mais nous ne considérons plus indistinctement les entrepreneurs comme une classe d'exploitants, un adversaire social à étouffer ou contrarier.

Le socialisme contemporain doit être au contraire, pour nous, un socialisme de la production, qui encourage l'investissement utile au détriment de la rente et de la spéculation, favorise la prise de risque industrielle, lutte contre les prédatations et les monopoles abusifs qui entravent la dynamique économique.

### **L'égalité réelle**

Ce compromis fondamental impose également, à nos yeux, de réviser notre conception même de l'égalité. La lutte « réparatrice » contre les inégalités de revenus reste une des fonctions majeures et légitimes de l'Etat social. Mais la dynamique inhérente à l'économie de marché capitaliste, son efficacité même, induisent la reconstitution permanente de ces inégalités. La question de l'égalité des chances dans l'accès aux positions qui régissent, en amont, la distribution sociale des richesses devient donc également cruciale. Il n'est plus possible de la contourner au nom de l'utopie d'une société socialiste où les inégalités de revenus disparaîtraient, où chacun recevrait demain, par le miracle de la collectivisation, « selon ses besoins ».

Sans nullement abandonner les politiques de redistribution, nous devons désor-

mais les relier à une lutte prioritaire et massive contre les mécanismes de « reproduction sociale » qui font perdurer dans notre société les privilèges de naissance. Nous devons faire de l'égalité des chances, « l'égalité réelle », c'est-à-dire de la volonté de donner à chacun les moyens d'accéder au « capital culturel », de déployer ses talents et de trouver sa juste place dans la société, une frontière essentielle et nouvelle du socialisme contemporain.

### **La vision mondiale**

Fidèle à notre tradition humaniste, nous le sommes aussi à notre universalisme : le combat contre les injustices déborde les seules frontières de notre société et se situe au plan de l'humanité tout entière.

Si nous sommes parfois revenus de quelques illusions tiers-mondiste, si nous voulons mettre désormais le respect des droits de l'Homme au cœur de notre politique étrangère, nous restons de ce point de vue des internationalistes, résolument conscients de notre devoir de solidarité vis à vis des régions les plus pauvres de la planète, désireux de les aider à se développer, acceptant leur insertion dans le commerce mondial comme un progrès pour l'humanité. Si nous souscrivons à l'objectif d'une maîtrise des flux migratoires, nous considérons également comme essentiel que les politiques d'immigration soit fondées sur des critères humanistes et liées à ce souci de développement.

Mais cette nécessité de penser le monde, de projeter notre réflexion et notre action hors du seul cadre national est aujourd'hui exacerbée par la mondialisation.

Celle-ci représente un phénomène ambivalent. Elle comporte de nombreux aspects positifs, tant du point de vue du développement économique que des échanges culturels ou des solidarités qu'elle permet. Contrairement à l'idée agitée par des courants politiques qui prospèrent sur la peur, la France n'est pas du reste une « grande perdante » de l'ouverture des échanges. Mais il est indéniable que l'internationalisation de la production et des échanges accroît aussi la concurrence entre les vieux pays industriels et les pays à bas salaires. Elle fait émerger une nouvelle division internationale du travail, avec de nouveaux géants tels que la Chine et l'Inde. Elle affaiblit les marges de manœuvre de la politique macro-économique nationale et modifie le rapport de force entre le capital et le travail, créant une pression à la baisse sur les régimes sociaux les plus protecteurs.

Loin d'être apaisé, le monde de l'après guerre froide voit par ailleurs se renouveler les tensions et les formes de violence. L'unilatéralisme et l'option guerrière des Etats-Unis comme seule réponse à la barbarie terroriste alimentent une spirale dangereuse. La prolifération nucléaire, les nouvelles pandémies, font rimer la mondialisation avec l'idée d'une aggravation généralisée des menaces.

Ces enjeux planétaires appellent alors des nouvelles politiques de développement et des réformes profondes de la gouvernance mondiale, que les socialistes ont, par nature, vocation à porter. Ils nous conduisent également à réactiver la vieille intuition de l'internationalisme prolétarien : les nations font écran à la résolution de la question sociale et il faut construire des solidarités politiques dans un espace plus large permettant de faire face au déploiement du capital.

Pour nous socialistes français, cette orientation passe surtout par un engagement résolu dans l'unification politique européenne. Seule une Europe unifiée et puissante, capable de peser dans les négociations sur le commerce mondial et d'établir en son sein des formes de gouvernance économique et d'harmonisation sociale, peut à nos yeux offrir un contrepoids sérieux à la globalisation des forces économiques et peser sur l'ordre du monde. Cette conviction nous conduit à militer pour des transferts de compétence, des procédures de décision simplifiées, l'affirmation de principes sociaux, des institutions plus fédérales et parlementarisées.

Naturellement, la construction européenne génère des ambiguïtés, que nous ne voulons pas ignorer. Tributaire d'intérêts nationaux différents, que l'élargissement n'a fait que multiplier, fruit d'un compromis constant entre des forces de gauche et de droite, entre ceux qui veulent l'utiliser pour réguler la mondialisation et ceux qui veulent l'utiliser pour déréguler les compromis sociaux nationaux, elle suscite dans notre pays, comme au sein de la gauche et du parti socialiste, un débat légitime. Nous devons de ce point de vue accepter la discussion sur le bilan critique de l'Europe, sur ses frontières, son mode de fonctionnement. Nous devons nous interroger sans tabous sur les objectifs que nous poursuivons, les compromis que nous acceptons, les lignes que nous ne voulons pas franchir.

Mais nous ne pouvons pas faire payer à l'Europe le désarroi ou la colère que provoque le constat des dérives de la mondialisation libérale. Celle-ci ne remet pas à l'ordre du jour la Révolution socialiste. Elle crée pour les réformistes que nous sommes l'exigence d'une mondialisation politique. En dépit de ses limites et difficultés, nous considérons alors que l'intégration régionale européenne constitue notre principale réponse stratégique à ce défi majeur des temps présents.

## **Le progrès maîtrisé**

Issus de la tradition rationaliste, nous continuons de croire à la croissance économique, gage du développement de notre société et du plein emploi de ses forces productives. Contre toutes les formes d'obscurantismes ou de régressions religieuses qui pourraient la mettre en cause, nous continuons de faire confiance à la science comme source de progrès de notre civilisation.

Mais la prise de conscience de l'épuisement des ressources et de la montée des désordres et des désastres écologiques modifie radicalement notre perspective.

Elle impose d'élargir notre approche des valeurs et de l'Etat social : la gestion durable des ressources et la préservation de la planète pour les générations futures redévoient dans la durée nos préoccupations d'efficacité et d'égalité. La volonté de réguler et d'encadrer le capitalisme doit désormais s'étendre à la lutte contre les atteintes qu'il fait subir à l'environnement.

La nouvelle donne écologique renouvelle surtout notre vision même des besoins humains. Aux antipodes d'une approche purement matérialiste du bien être, nous accordons désormais aux questions de santé, de qualité de vie, de préservation des cadres naturels, une importance décisive. Le socialisme de ce début de siècle doit ainsi réviser sa conception traditionnelle du développement, enrichir la notion et la mesure même de la croissance, pour faire une place aux dimensions qualitatives, aux enjeux sanitaires et éducatifs, au développement des services à la personne, à l'économie sociale et solidaire, et à la sphère non marchande.

Les bouleversements actuels nous amènent également à renoncer aux illusions de la toute puissance humaine, du développement sans fin des forces productives et de l'asservissement sans limite de la nature qui ont longtemps imprégné la gauche. Nous ne voulons pas contribuer à une société anxigène, qui serait structurée par la peur de l'avenir. Mais nous plaçons pour un progrès socialement maîtrisé. En ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle, nous réaffirmons le primat de l'humain sur la technique, l'importance d'une anticipation collective des évolutions technologiques, la nécessité de placer les expérimentations scientifiques, les manipulations génétiques, les grands choix énergétiques et industriels, sous le contrôle effectif des instances démocratiques et des citoyens.

## **Le travail rétabli**

Maintenant notre approche critique du capitalisme, nous continuons de prêter attention aux contenus du rapport capital / travail et aux conditions de travail.

Nous acceptons l'existence d'un marché du travail mais nous refusons que le travailleur soit traité comme une marchandise. Nous appréhendons l'utilité de l'entreprise comme forme d'organisation, mais nous refusons toujours que la subordination débouche sur l'exploitation.

Dans le débat public, nous assumons par exemple le fait que la priorité légitime à la lutte contre le chômage ne peut justifier, à nos yeux, la baisse des rémunérations, la précarisation des contrats, l'intensification outrancière des rythmes productifs, le déclassement généralisé des individus ou la mobilité imposée. A rebours de l'idéologie de l'emploi à tout prix, nous continuons d'accorder de l'importance à la nature des tâches et des emplois proposés.

L'expérience prolongée du chômage depuis la fin des années 1970 a cependant changé notre perception de la place du travail dans la vie humaine. Nous ne considérons plus seulement la détention d'un emploi comme l'inscription possible dans un rapport d'exploitation capital / travail. Nous la voyons désormais d'abord comme un facteur d'appartenance à la société, une ressource essentielle à la dignité et la construction identitaire des individus et de leurs familles

Nous affirmons donc aujourd'hui clairement notre rejet d'une société duale dans laquelle des secteurs entiers de la population tireraient structurellement leur existence matérielle des revenus d'assistance pendant que d'autres continueraient de vivre de leur participation au système productif. N'en déplaise à ses détracteurs, la politique de réduction du temps de travail, avec toutes ses limites, s'inscrivait d'ailleurs clairement dans cette logique.

Conscients de l'urgence et des nécessités vitales, nous continuons d'assumer l'extension des filets de protection – revenus minimum, couverture maladie universelle,...- que la crise sociale des dernières décennies a rendu nécessaire. Et nous persistons à penser la lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté comme des priorités. Mais nous sommes désormais déterminés à rétablir une société du travail et conscients que la mise en œuvre de nos politiques sociales doit veiller à ne pas entretenir des formes de dépendance vis-à-vis de l'aide sociale.

## **L'individu reconnu**

Socialistes français, désireux de réguler le capitalisme au nom de nos valeurs humanistes, nous sommes, de façon plus générale, les héritiers du pari fondateur des Lumières : celui d'une maîtrise possible, par le pacte politique, d'un destin commun.

Cet attachement au projet collectif, cette volonté de promouvoir le dépassement individuel pour viser l'intérêt général nous conduit, aujourd'hui comme hier, à récuser un individualisme destructeur qui établirait le règne du chacun pour soi et réduirait la politique à la seule juxtaposition des revendications catégorielles et antagonistes. Loin de valider aveuglément l'image d'une société atomisée qu'on nous propose parfois, nous continuons au contraire de croire à la nécessité de construire et de faire vivre des institutions communes au service d'une société juste.

Cet attachement au projet collectif constitue notre manière de répondre, aujourd'hui encore, aux demandes de sens et aux besoins d'appartenance qui traversent la société contemporaine. Il détermine notre fidélité à la définition républicaine de la nation et de la laïcité. Nous continuons d'opposer la conception, ouverte, dynamique, contractuelle, d'une « communauté de citoyens » à la vision érigée, figée, ethniciste, portée par une partie de la droite. Nous continuons d'opposer l'idée d'un espace public composé de citoyens égaux en droit et débattant librement du bien commun à celle d'une démocratie régulée par les rapports entre des « communautés ».

Ce même souci guide encore notre approche des questions de société. Si elle résulte pour une part essentielle des effets déstructurants de la crise économique et sociale, la montée des phénomènes d'insécurité au cours des dernières décennies nous a rappelé que la liberté individuelle n'est pas un absolu, que la liberté des uns n'est pas toujours celle des autres. De façon générale, l'expérience de la société contemporaine montre que les interdépendances ne sont pas seulement économiques mais qu'elles régissent l'ensemble des rapports sociaux et familiaux. Ces prises de conscience nous amènent à agir en faveur d'une liberté ordonnée, à mettre d'avantage l'accent sur la responsabilité individuelle, à promouvoir une nouvelle articulation des droits et des devoirs.



Pour autant, ce souci du collectif, cette volonté de « faire société » ne sont pas dirigés « contre » les individus. L'investissement politique dans un projet collectif a toujours été pour nous le fait d'individus libres et autonomes. Il n'a jamais eu d'autres finalités que d'accroître encore leur autonomie et de résoudre leurs problèmes.

Nous nous inscrivons, de ce point de vue, dans la filiation d'une gauche qui, de l'instauration de la souveraineté populaire et du suffrage universel jusqu'aux années 1980, avec la libération des ondes ou la décentralisation, en passant par l'affaire Dreyfus et les grandes lois républicaines du XIX<sup>ème</sup> siècle, a toujours combattu l'arbitraire, l'oppression, et promu la liberté individuelle, la liberté de pensée, la liberté d'expression. Nous sommes les héritiers du combat républicain contre le carcan religieux, pour la séparation de l'église et de l'Etat, et de celui des années 1960-70 contre un ordre moral étouffant, pour le droit des femmes et la libéralisation des mœurs.

Cette volonté de permettre à chaque individu, dès lors que ses actes ne nuisent pas à d'autres que lui, de choisir librement sa façon de vivre, ses liens, ses affiliations, ses références, se pratiques culturelles demeure alors un principe directeur du socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Mais nous devons tenir compte, en outre, du processus d'individualisation sociale et culturelle qui travaille en profondeur notre société. Lié à l'émiettement croissant du marché du travail, à la montée en puissance de nouveaux déterminants sociaux tels que le lieu de résidence, mais aussi à la démocratisation de la vie personnelle engagée depuis plusieurs décennies, celui-ci ne fait pas disparaître les inégalités traditionnelles. Mais il remet en cause les anciennes appartenances de classe. Il conduit chaque individu à se sentir singulier et à souhaiter une attention à ses besoins spécifiques.

Si nous combattons l'égoïsme, le repli sur soi, la déconstruction de tout intérêt commun auxquels peuvent parfois conduire ces sentiments, nous considérons en revanche qu'il est crucial, pour la légitimité même de l'action publique, de prendre mieux en compte aujourd'hui cette aspiration à l'individualisation des politiques. Le socialisme, qui combat déjà pour la liberté et l'émancipation individuelle, ne doit pas craindre à nos yeux de contourner le niveau trop homogénéisant du groupe social ou du territoire pour faire désormais davantage descendre, quand c'est possible, l'action correctrice de la politique au niveau même de l'individu.

La nouvelle donne écologique renouvelle surtout notre vision même des besoins humains. Aux antipodes d'une approche purement matérialiste du bien

être, nous accordons désormais aux questions de santé, de qualité de vie, de préservation des cadres naturels, une importance décisive. Le socialisme de ce début de siècle doit ainsi réviser sa conception traditionnelle du développement, enrichir la notion et la mesure même de la croissance, pour faire une place aux dimensions qualitatives, aux enjeux sanitaires et éducatifs, au développement des services à la personne, à l'économie sociale et solidaire, et à la sphère non marchande.

Les bouleversements actuels nous amènent également à renoncer aux illusions de la toute puissance humaine, du développement sans fin des forces productives et de l'asservissement sans limite de la nature qui ont longtemps imprégné la gauche. Nous ne voulons pas contribuer à une société anxigène, qui serait structurée par la peur de l'avenir. Mais nous plaidons pour un progrès socialement maîtrisé. En ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle, nous réaffirmons le primat de l'humain sur la technique, l'importance d'une anticipation collective des évolutions technologiques, la nécessité de placer les expérimentations scientifiques, les manipulations génétiques, les grands choix énergétiques et industriels, sous le contrôle effectif des instances démocratiques et des citoyens.

### **La souveraineté effective**

Héritiers de Jaurès et de Blum, issus du choix fondamental qui a provoqué la séparation entre socialistes et communistes au Congrès de Tours, nous sommes indéfectiblement attachés à la démocratie. Elle est, à nos yeux, la seule source de légitimité, le seul levier dont nous disposons pour mettre en œuvre les instruments de régulation du capitalisme.

Fidèles à la tradition républicaine française, nous continuons également de croire à la vertu des institutions représentatives et au rôle irremplaçable des partis politiques pour élaborer les options en présence, rationaliser, éclairer, incarner les choix possibles et permettre ainsi aux citoyens de choisir l'orientation donnée aux grandes politiques publiques.

Mais nous pensons qu'un système démocratique ne peut plus fonctionner au début du XXI<sup>ème</sup> siècle sur le seul principe de la délégation. Entre deux consultations électorales, la démocratie représentative tient trop souvent les citoyens à l'écart des choix majeurs. Elle ne garantit pas, de ce point de vue, la réalité de la souveraineté collective dont nous nous réclamons. Malgré l'engagement et le travail des élus, elle ne permet pas toujours d'appréhender, dans une société aussi complexe que la notre, la diversité des situations et des attentes.

Avec l'élévation du niveau d'information, les possibilités de débat offertes par Internet, les citoyens se font de plus en plus leur propre avis sur les sujets qui les préoccupent ou qui touchent leur cadre de vie et veulent, du reste, prendre une part directe dans les décisions.

Sans renier le rôle majeur des formations politiques, ni valider au passage la dictature de l'opinion, nous estimons que le socialisme doit entendre et porter cette aspiration contemporaine à une souveraineté populaire effective. Appuyés sur les expériences engagées depuis longtemps par leurs élus locaux, les socialistes doivent étendre les mécanismes de démocratie participative.

L'heure est venue pour nous d'inventer une nouvelle sociale – démocratie, appuyée sur les réseaux, les collectifs, le formidable vivier du monde associatif. L'heure est venue de renouveler les formes de notre démocratie politique, sociale et territoriale.

## **Un nouveau projet historique**

Ces nouvelles orientations fondamentales, fondée sur la réactualisation d'un héritage, fournissent les visées de notre action à long terme.

Mais il nous faut traduire celles-ci dans un projet historique, c'est-à-dire un ensemble d'objectifs de moyen terme, de stratégies, d'instruments, qui tiennent également compte des mutations en cours de l'économie et de la société.

Ce projet historique, que nous n'avons jamais pris le temps d'élaborer sérieusement depuis vingt ans, fournira l'armature du programme de 2012.

Nous pensons aujourd'hui qu'il pourrait s'élaborer autour de deux axes majeurs :

### **Restaurer l'efficacité et la légitimité de l'Etat social**

Notre fidélité au « modèle social » mis en place au lendemain de la seconde guerre n'implique pas la cécité sur les difficultés qu'il traverse. La modification de la structure économique et sociale de base sur laquelle cet ensemble d'instruments opère lui a fait perdre, au cours des dernières décennies, une part importante de son efficacité et de sa légitimité.

Un socialisme du réel, désireux d'inscrire effectivement ses valeurs dans la réalité, ne peut alors détourner la tête. Etre fidèle aux finalités fondamentales de l'Etat social n'implique pas de considérer tous ses dispositifs opératoires comme des « acquis sociaux » intouchables. Pour servir leur idéal, ne pas s'enfermer dans l'immobilisme ou le conservatisme, ne pas laisser la droite libérale imposer sa vision de « la » réforme et du mouvement, les socialistes doivent voir le courage de proposer demain leur propre ajustement du modèle social.

Il nous faudra proposer des solutions qui permettent notamment de satisfaire quatre objectifs :

### **- Aider les personnes et les territoires fragilisés à affronter les mutations économiques**

Nous devons faire face au triptyque mondialisation / révolution technologique / financiarisation. Nous devons répondre au problème de la compétitivité de l'économie française.

La première réponse à ce nouvel âge du capitalisme demeure, répétons-le, la construction européenne. Il nous faudra expliciter un projet et une stratégie claire. Plutôt que d'encourager un repli national sans perspective, nous pensons que les socialistes doivent faire preuve de pédagogie et convaincre les français que notre avenir passe en partie par l'approfondissement de l'Europe.

De façon plus générale, il est temps de modifier le rapport de notre pays à la mondialisation. Les socialistes ont un rôle à jouer pour contribuer à sortir le pays de la seule déploration protestataire et l'aider à mettre aussi en valeurs les atouts dont il dispose et les opportunités qui s'offrent à lui.

Aux antipodes du désengagement libéral, nous continuons par ailleurs de croire au volontarisme économique. Nous pensons que la puissance publique – Etat et régions – doit recouvrer un rôle stratégique pour favoriser la reconversion de notre économie, notamment sur les territoires fragilisés par les mutations en cours. Les socialistes doivent porter une nouvelle politique industrielle, modifiant l'équilibre de la rente et du risque, encourageant le financement de l'investissement productif et de la recherche, l'imbrication de celle-ci avec l'économie, la diffusion des progrès technologiques, la prospection des marchés internationaux, ou encore le développement des nouveaux services et de l'économie sociale et solidaire.

## - Garantir la pérennité de notre protection sociale

Notre modèle social subit depuis plusieurs décennies les contrecoups des progrès sociaux qu'il a initié ou dont il est le réceptacle : les progrès de la médecine, le vieillissement démographique qui lui est associé, l'allongement parallèle de la scolarisation ont induit une augmentation structurelle des dépenses sociales de santé et d'éducation, et modifié, à travers le rapport actifs / inactifs, les équilibres des régimes de retraites. Joint aux effets d'une croissance molle, au piège d'une dette publique qui s'auto entretient, ces phénomènes débouchent alors sur la question structurelle et sensible du financement de la protection sociale et des services publics.

Il est évident que la droite s'engouffre depuis plusieurs années dans la brèche pour introduire la logique des assurances privées et « dé-collectiviser » la protection sociale. Pour les socialistes, au contraire, cette socialisation du financement se rattache au refus d'une société de marché : l'accès à des biens tels que la santé ou l'éducation doit être garanti à tous sans dépendre d'un critère de rentabilité et des ressources individuelles.

Il nous appartient alors de proposer un chemin pour rationaliser les systèmes actuels en préservant leurs finalités. Contre l'option libérale des franchises et de la taxation croissante des ménages, nous devons proposer une maîtrise crédible des dépenses de santé, basée sur une responsabilisation des acteurs, une régulation collective accrue du système, un investissement social dans la prévention.

Dans le domaine des retraites, où l'ajustement ne peut se faire au seul détriment des nouvelles générations, nous devons proposer des solutions novatrices qui tirent parti de la nouvelle donne : l'accroissement de la longévité, l'amélioration générale de la santé qui l'accompagne offrent des potentialités nouvelles. Elle accroît la « rentabilité » du capital humain et peut justifier d'allonger le nombre d'années d'activité. De façon générale, ce domaine appelle typiquement, contre les approches trop globalisatrices, une meilleure prise en compte de l'individualisation des situations et des aspirations.

La préservation de l'Etat social impose également d'assumer la question de sa « productivité ». On ne peut consacrer, depuis des décennies, des ressources aussi considérables au fonctionnement de certains services publics et vouloir mettre le fonctionnement de l'Etat à l'abri de toute évaluation critique. Qu'il s'agisse de l'éducation, où nous avons initié le mouvement de massification, mais aussi des moyens d'assurer la sécurité réelle des français, à travers la justice et la police, les socialistes doivent assumer la nécessaire réforme de l'Etat et des services publics pour garantir leur efficacité durable.

## - Etablir un nouveau compromis social

La différenciation croissante des situations ne libère pas seulement les revendications personnelles. Elle génère aussi aujourd'hui de nouveaux antagonismes sociaux, entre inclus et exclus, « français de souche » et « immigrés », habitants des cités et monde péri urbain, sur lesquels la droite populiste appuie son développement électoral.

Ces clivages latents entretiennent la lancinante question du « qui paie pour qui ? » et sapent la légitimité redistributive de l'Etat social. Nous refusons évidemment de répondre à cette évolution en épousant nous-mêmes ces logiques de division et en abandonnant les plus modestes à leur sort. Mais nous devons proposer un nouveau compromis social à l'ensemble de notre base.

Un vecteur essentiel de la relégitimation des politiques publiques réside, répétons-le, dans leur plus grande individualisation. Cette nouvelle orientation méthodologique n'est pas anecdotique : elle concerne des sujets aussi divers que la lutte contre le chômage et l'exclusion, la réforme des retraites, la réduction du temps de travail, la politique éducative, le logement, la politique de la ville... Elle met en jeu des arbitrages entre aide aux territoires et aide à la personne, et peut nécessiter, chez nos élus, une certaine révision des schémas habituels de pensée.

Dans ce nouveau compromis, la lutte contre le chômage et l'exclusion demeureront des priorités politiques. Outre l'approfondissement de la construction européenne et le renouvellement déjà évoqués de la politique industrielle, nous devons notamment donner corps au concept de « sécurité professionnelle » en concentrant les moyens du service public de l'emploi et de la formation professionnelle sur les personnes qui en ont le plus besoin.

Ce choix est conforme à notre propre volonté de rétablir la société du travail, à la demande des chômeurs eux-mêmes, qui veulent travailler, et des autres salariés, qui ne veulent pas financer l'assistance. Elle doit s'accompagner alors des dispositifs - modes de rémunération, mécanismes d'incitation,...- garantissant un « workfare à la française ».

Un autre enjeu majeur pour la gauche est celui de la ville et des territoires: nous devons, ici aussi, réintroduire de la maîtrise collective, en rénovant les cadres de vie, en combattant les effets de relégations qui affectent aujourd'hui les cités, en restaurant de la mixité sociale.

Mais, dans le cadre de ce compromis, nous voulons également répondre à la demande des couches salariées, qui pour être mieux intégrées au système

économique, ou vivre dans des cadres de vie moins dégradés, n'en connaissent pas moins des difficultés. La sauvegarde des retraites, de la sécurité sociale, des composantes universelles de notre système social, vont dans le sens de leurs attentes. Mais il nous faudra aussi impérativement travailler à l'élaboration de nouveaux instruments pour relancer la politique des revenus, qui tiennent mieux compte, là aussi, de la diversité des situations et des aspirations que des outils homogénéisant tels que le SMIC. Il nous faudra mettre enfin à l'ordre du jour le projet d'une remise à plat complète de notre système fiscal, qui lui rende une redistributivité réelle. Et, sauf à ignorer un ressort majeur des dynamiques sociales actuelles, nous devons par exemple aussi prendre d'avantage en compte le désir d'accès à la propriété de très nombreux français.

### **- Relever le défi écologique**

Enfin, l'Etat social ne remplira à l'avenir sa fonction protectrice que s'il répond aux enjeux liés à l'épuisement des ressources et la dégradation de la planète.

Face à l'urbanisation de notre société, qui a considérablement modifié le rapport à l'espace, nous devons également inventer une politique des déplacements. Nous devons également promouvoir en France une politique de diversification et d'économies dans le domaine de l'énergie. Les socialistes devront, à l'évidence, redéfinir la place des énergies renouvelables et clarifier la question du nucléaire, à partir de leur volonté d'un progrès maîtrisé. Si la protection de l'environnement renvoie largement à la coopération internationale et à la mise en place de nouveaux instruments mondiaux de régulation, nous pensons que l'Etat et les collectivités locales sont également armées pour agir contre l'urbanisation anarchique, imposer un autre type d'agriculture, protéger la biodiversité...et, de façon générale, imposer les règles nécessaires et les solutions techniques adaptées au respect des écosystèmes.

### **Remettre le progrès social en marche**

La restauration de l'Etat social est une nécessité vitale. Mais elle ne peut constituer notre horizon historique. Même rétabli dans ses fonctions vitales, d'intégration, de protection, de redistribution, le modèle social dont nous avons hérité n'est qu'une traduction imparfaite de nos valeurs.

Pour être un socialisme du réel, notre socialisme ne saurait pour autant se réduire à un pragmatisme gestionnaire. Nous croyons à la nécessité et à la possibilité de réinvestir dans le projet réformiste l'aspiration à une transformation en profondeur des structures sociales qui était contenue dans le projet révolutionnaire. Nous croyons à la nécessité et à la possibilité d'un réformisme radical,

remettant en marche l'idée même du progrès social aujourd'hui éteinte.

Cette perspective peut se dessiner autour de trois chantiers majeurs :

#### **- L'égalité réelle**

Malgré l'incorporation de l'enseignement dans le champ des services publics, notre modèle social a été davantage orienté vers la réparation a posteriori des inégalités que vers leur prévention a priori. En dépit de l'instauration des ZEP, la logique « universelle » et indifférenciée qui régit le fonctionnement du système éducatif ne permet pas de faire face au poids colossal des inégalités de naissance dans les parcours scolaires. Les prestations sociales actuelles constituent davantage des filets de sécurité que des moyens de rattraper les handicaps initiaux.

Une politique de gauche réellement progressiste doit se fixer aujourd'hui comme horizon l'égalisation du « capital culturel ». Nous devons faire de la précocité de la scolarisation et de l'investissement social dans la petite enfance des points centraux de nos programmes. Mais nous devons également remiser l'égalitarisme formel et amplifier au contraire la logique de rattrapage. Basées sur des critères sociaux et non ethnico-culturels, les ZEP peuvent instrumenter ce traitement inégalitaire des inégalités mais il faut, là aussi, accentuer l'individualisation de l'aide apportée par la société. Pour combattre sérieusement la reproduction sociale, nous devons, enfin, accepter de reconsidérer un jour la stratification actuelle de notre système d'enseignement supérieur, régi par des logiques excessivement malthusienne, qui exacerbent le capital relationnel et le niveau d'information des familles, et qui figent prématurément le parcours social des individus.

Enfin, nous n'oublions pas que l'égalité réelle est aussi l'égalité des droits : à compétence égale, salaire égal, perspective égale. Il n'y aura pas de progrès social sans la mise en œuvre de ce principe essentiel, à travers des politiques rigoureuses de lutte contre toutes les formes de discrimination.

#### **- L'émancipation individuelle**

La volonté émancipatrice de la gauche peut, de même trouver, dans la France de 2007, de nouveaux terrains d'application.

Dans la foulée du Pacs, la reconnaissance par la loi de la diversité des choix de vie peut être étendue. Quarante ans après mai 68, et même si nous reconnaissons désormais l'importance des règles collectives, le combat pour la libéralisation des mœurs n'a pas non plus perdu sa raison d'être. Qu'il s'agisse

par exemple du port du voile ou de la liberté sexuelle de jeunes filles nées ou vivant sur le sol français, une gauche fidèle à son héritage et cohérente avec elle-même se doit d'aider davantage ces dernières à s'arracher à la pesanteur des liens familiaux pour devenir des personnes véritablement libres de leurs choix, libres de « s'affilier » ou de se « désaffilier ».

Sur un autre plan, le socialisme de ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle peut aussi renouer avec son ambition d'élargir l'accès du plus grand nombre à la culture.

### **- L'approfondissement démocratique**

Le perfectionnement de notre modèle social suppose, enfin, par celui de notre démocratie.

La représentativité du système représentatif doit, en premier lieu, être améliorée : tous les pouvoirs doivent procéder du suffrage universel et du principe égalitaire « un homme, une voix ». Les modes de scrutin doivent permettre l'efficacité, donc les majorités, mais sans écraser la représentation du pluralisme d'opinion. La diversité des profils, donc des expériences et des perceptions de la réalité sociale, doit trouver sa place dans le régime représentatif. Si la généralisation des quotas nous paraît contraire à la conception républicaine de la représentation politique, la limitation drastique du cumul des mandats offre un levier pour aller dans ce sens.

L'exigence contemporaine d'une souveraineté effective doit également être mise en œuvre. Dans le sillage de ce que beaucoup d'élus socialistes pratiquent déjà, la démocratie participative doit être étendue. Nous devons veiller à ce que les citoyens, les regroupements et les associations qui les représentent, soient mieux associés, de la conception à la mise en œuvre et à l'évaluation, aux étapes de la réforme.

Sans remettre en cause le monopole normatif de l'Etat, garant de l'égalité des droits sur le territoire national, nous plaidons également pour une République moins centralisée, articulée autour de collectivités locales aux financements garantis et aux compétences établies. Fort de l'expérience du socialisme local, qui est une des formes françaises de la sociale démocratie, nous plaidons pour une nouvelle étape de la décentralisation qui fasse passer celle-ci à l'ère d'une démocratie citoyenne véritable.

En sociaux – démocrates aboutis, nous plaidons également pour une prise en compte plus institutionnalisée des acteurs sociaux dans le processus de décision politique. Nous pensons que les résultats de la négociation sociale doivent être pris en compte dans la loi. Il nous semble que la gauche doit également apporter aujourd'hui au monde associatif et à l'économie sociale et solidaire une reconnaissance et un soutien stratégique plus important. Elle doit s'appuyer sur leur expérience et leur connaissance des réalités sociales pour bâtir ses politiques.



**Partie II**

**Pour un contrat de rénovation**

**Socialisme & démocratie - Rénover maintenant  
décembre 2007**



# Pour un contrat de rénovation

Paris, le 11 décembre 2007

Au-delà des responsabilités et des dysfonctionnements de quelque nature que ce soit, la défaite présidentielle de 2007, la troisième consécutive, renvoie aux lacunes fondamentales, idéologiques et programmatiques des socialistes français.

Malgré la mobilisation des jeunes, des cités, la reconquête d'une partie des votes populaires, nous n'avons pas répondu aux attentes essentielles des français : la protection face à la mondialisation, la préservation de la sécurité sociale, la juste répartition des revenus et des prélèvements, la place, la valeur et juste rémunération du travail, la garantie de la promotion individuelle, l'articulation des droits et des devoirs... Face à un Sarkozy organisant les divisions internes des couches populaires et moyennes, nous n'avons pas su proposer à l'ensemble de notre base électorale un nouveau pacte social et territorial fédérateur.

Nous pensons aussi que si les objectifs précis que nous poursuivons - réduire les inégalités, protéger collectivement des aléas de la vie, renforcer l'égalité réelle par l'augmentation et la démocratisation de l'éducation et de la formation - restent pertinents, nous devons inventer les moyens d'en garantir l'effectivité pour tous et la pérennité financière. Dans le capitalisme d'aujourd'hui, il ne suffit pas d'affirmer pour réformer. Il faut définir des stratégies d'action ciblées, rechercher des résultats perceptibles concrètement par les individus et évaluer en permanence. Inventer de nouveaux modes d'action est une condition de notre rénovation.

Miser sur les difficultés de Sarkozy, la dégradation de sa popularité, ne suffira pas. Nous ne devons pas répéter l'expérience stérile des années 2002-2006 qui nous a conduit d'une défaite à une autre. Nous devons désormais prendre à bras le corps le véritable agenda de la rénovation. Trente cinq ans après Epinay et près de vingt ans après la chute du mur de Berlin, nous devons réviser notre doctrine pour clarifier nos principes, refonder le clivage gauche / droite, et répondre aux nouveaux défis historiques posés par la mondialisation, les chocs écologiques, l'individualisation sociale et culturelle, la crise de l'Etat social et du modèle Républicain.

Ce défi ne peut être relevé que collectivement. Il suppose un travail approfondi et sincère qui dépasse les jeux de rôles traditionnels et les contradictions artificielles, un processus politique qui fasse le pari des idées avant celui des stratégies per-

sonnelles. C'est le sens et l'ambition de la démarche que nous avons décidé d'entreprendre ensemble.

Nous convergeons sur le diagnostic fondamental, le sentiment de l'urgence de sauver le parti socialiste en le rassemblant et en le faisant muter en profondeur. Et nous avançons d'ores et déjà dans le débat du Parti et de la gauche toute entière avec cinq orientations communes :

## **1) Fonder le modèle socialiste dans la mondialisation**

- Fidèle à la vocation de la gauche, nous voulons plus que jamais lutter contre les déséquilibres économiques, les dégâts écologiques et les injustices sociales engendrées par le fonctionnement du système capitaliste. Loin d'avoir perdu sa raison d'être, ce combat retrouve une acuité face à la mondialisation financière et les nouvelles formes de domination qu'elle impose. Nous refusons l'alignement de notre modèle social sur les standards néo-libéraux que la droite voudrait nous imposer. Socialistes, internationalistes, nous militons plus que jamais pour une autre répartition des richesses à l'échelle planétaire et ne pouvons nous résoudre à l'approfondissement de la fracture entre le Nord et le Sud.

Ces dernières années, cette évidence n'était pas partagée au sein des partis de gauche de gouvernement. Deux écoles se sont affrontés : partisans de la "3ème voie" qui plaidaient pour un socialisme beaucoup plus libéral et individualisé et socialistes plus classiques s'affrontaient sur le rôle et les moyens d'action de la puissance publique. Aujourd'hui, ce débat est dépassé. Tous les grands partis de gauche se repositionnent en réaffirmant la nécessité d'une régulation publique plus marquée qu'au début du 21ème siècle : que ce soit vis-à-vis de la mondialisation ou de la protection sociale aux Etats-Unis, du fonctionnement des services publics en Angleterre, du marché du travail en Allemagne ou de la plus forte prise en compte de la durabilité du développement dans l'Europe du Nord, le mouvement progressiste se redéfinit en opposition marquée aux dégâts du libéralisme. C'est dans cette nouvelle phase que nous inscrivons notre démarche.

- Pour autant ce rapport critique au capitalisme ne peut suffire à définir le socialisme du 21ème siècle. Ayant tiré les leçons de l'échec du « socialisme réel », nous

avons reconnu depuis longtemps dans nos actes l'utilité du marché pour produire les richesses nécessaires au développement des sociétés, tout en s'avérant insuffisant dans des domaines comme l'éducation, la santé, la culture ou la recherche. Il est donc inutile d'en faire un sujet de clivage artificiel. Conscients que l'on ne peut redistribuer que ce qui est produit, il est indispensable que le socialisme soit attentif aux conditions de la création des richesses. Par opposition au choix de la rente et de la spéculation financière, la gauche doit également prendre le parti de l'innovation et de la prise de risque entrepreneuriale, car c'est l'intérêt bien compris des salariés. Les gains de productivité ainsi obtenus devront être équitablement répartis entre le capital et le travail.

- La mondialisation étant aujourd'hui déréglementée et dérégulée, nous voulons construire sa maîtrise par le retour d'une réglementation internationalement négociée adossée à toutes les formes possibles de régulation. Nous plaçons aussi pour un rapport constructif à la mondialisation: les excès de celle-ci ne remettent pas à l'ordre du jour la révolution socialiste mais appellent une exigence accrue de régulation. A l'image des socialistes qui, à la fin du 19ème siècle, s'interrogeant sur leur position par rapport à la République naissante, décidèrent finalement de s'y intégrer pleinement pour la faire évoluer (ce fut la synthèse Jaurésienne), nous devons aujourd'hui également développer de nouveaux modes d'action et de nouveaux outils pour que nos idéaux puissent s'y traduire concrètement.

- Nous plaçons pour un commerce international régulé : celui-ci ne peut se faire au détriment des pays du sud et une puissante régulation doit imposer des garanties sociales et environnementales afin d'assurer la loyauté dans les échanges mondiaux, une démocratisation des instances de régulation internationale, une nouvelle stratégie diplomatique alternative à la stratégie sarkozyste d'intégration au bloc anglo-saxon.

- Nous voulons bâtir des solidarités politiques transnationales qui permettent de faire face au déploiement du capital. Cette orientation se traduit notamment par un engagement résolu dans l'unification politique européenne. Nous voulons une Europe unifiée et puissante, capable de peser dans les négociations sur le commerce mondial et d'établir en son sein des formes de gouvernance économique et d'harmonisation sociale. Cette conviction nous conduit à militer pour des transferts de compétence, des procédures de décision simplifiées, l'affirmation de principes sociaux, des institutions plus fédérales et parlementarisées. Nous appelons ce projet la République Européenne.

En réaffirmant ces finalités partagées, nous ne voulons pas ignorer les insatisfactions engendrées par la construction européenne telle qu'elle est, ni occulter

les débats qui ont surgi sur l'appréciation du Traité Constitutionnel Européen. Mais nous croyons nécessaire de dépasser ces divergences et de travailler ensemble à la définition d'une stratégie politique des socialistes français pour faire avancer leurs objectifs communs dans le champ de forces européen. L'Europe est pour nous l'espace nécessaire à la régulation dans la mondialisation.

## **2) Une vision renouvelée du progrès et du développement humain**

Issus de la tradition rationaliste, nous voulons le progrès des sociétés et proposons de renouveler notre vision de la croissance, et du rôle de la technologie comme sources d'évolution de notre civilisation. Le développement scientifique est l'une de nos valeurs et nous soutenons que la recherche fondamentale fait partie des moyens d'émancipation de l'humanité. Nous ne pouvons par contre pas adhérer à un scientisme béat renvoyant à un progrès technologique hypothétique le soin de réparer les désastres engendrés par l'exploitation insouciante des ressources naturelles. Notre socialisme réaffirme notre responsabilité vis-à-vis de l'ensemble de l'humanité, au Nord comme au Sud, comme envers les générations futures.

- La révolution écologique que nous aurons à engager d'urgence devra réorganiser la solidarité à l'intérieur de l'humanité. Pour la première fois depuis très longtemps, l'impératif moral écologique sera plus fort que la force des marchés et constituera un levier nouveau pour imposer par la voie de l'action politique des disciplines à cette économie suicidaire qui puise sans aucune limite et sans aucun frein dans les ressources de la planète.

- La nouvelle donne écologique renouvelle plus fondamentalement encore notre vision même des besoins humains. Aux antipodes d'une approche purement matérialiste du bien être, nous entendons accorder désormais aux questions de santé, de qualité de vie, de préservation des cadres naturels, une importance décisive. Nous croyons nécessaire d'enrichir la notion et la mesure même de la croissance, pour faire une place aux dimensions qualitatives, aux enjeux sanitaires et éducatifs, au développement des services à la personne, à l'économie sociale et solidaire, et à la sphère non marchande.

Nous ne voulons pas contribuer à une société anxieuse, qui serait structurée par la peur de l'avenir. Mais nous plaçons de même pour un progrès socialement maîtrisé, passant par le primat de l'humain sur la technique, et la nécessité de placer le développement technologique, les grands choix énergétiques et industriels, sous le contrôle effectif des instances démocratiques et des citoyens.



### **3) Légitimité du modèle républicain français et efficacité de l'Etat social**

- Face au « réformisme » néo-libéral de la droite qui vise à étendre la société de marché, nous défendons les objectifs de « l'Etat social » mis en place en France et en Europe au siècle dernier, et à ses grands instruments: services publics, sécurité sociale, retraites par répartition, fiscalité progressive, aide sociale, droit du travail, salaire minimum,...

Au nom de ces convictions, nous sommes les partisans d'un socialisme efficace qui regardons les mutations de la société telles qu'elles sont, refusant d'enfermer la gauche dans l'immobilisme, la défense systématique de tous les corporatismes. Pour rétablir la légitimité et l'efficacité de l'Etat social et du modèle républicain, nous estimons que le PS doit avoir le courage d'assumer et de porter les réformes structurelles nécessaires, ainsi qu'en garantir la pérennité politique et financière y compris en assumant la part de prélèvement public nécessaire.

- Nous devons ainsi répondre à l'enjeu de la croissance et de la compétitivité française en réhabilitant le volontarisme économique. Aux antipodes du désengagement néo-libéral, nous pensons que la puissance publique – Etat, régions, villes – même imbriquée avec l'économie doit recouvrer un rôle stratégique pour favoriser la reconversion des territoires fragilisés, encourager le financement de l'investissement productif et de la recherche, la diffusion des progrès technologiques, la prospection des marchés internationaux, ou encore le développement des nouveaux services et de l'économie sociale et solidaire.

- L'augmentation de la durée de la vie, la qualité de la santé, la nécessaire solidarité avec les populations du Sud pour l'éradication des maladies associées à la pauvreté (HIV, paludisme, Tuberculose) exigent la vérité sur les coûts. Il nous faut instaurer de nouveaux mécanismes de financement, les charges assises sur les salaires des actifs ne pouvant suffire.

- Face à la dérive des finances publiques, nous devons améliorer l'efficacité et la qualité des services publics – qualité de gestion, transparence des dépenses, qualité du service rendu au public et aux usagers – afin de réaffirmer leur légitimité. Qu'il s'agisse de la lutte contre le chômage, de l'éducation, de la police ou de la justice, nous militons pour un Etat efficient dont les actions soient mieux ciblées sur les besoins réels.

Pour endiguer la dérive communautariste qui menace l'identité républicaine de la France, nous estimons qu'il faut faire de la lutte contre les discriminations un axe central de la politique sociale.

### **4) L'émancipation de l'individu et l'individualisme destructeur**

- Socialistes français, nous sommes les héritiers du combat républicain contre le carcan religieux, pour la séparation de l'église et de l'Etat, et de celui des années 1960-70 contre un ordre moral étouffant, pour le droit des femmes et la libéralisation des mœurs. Cette volonté d'étendre les libertés et de permettre à chaque individu de s'émanciper en choisissant sa façon de vivre, ses liens, ses affiliations, ses références, ses pratiques culturelles demeure un principe directeur de notre action.

- Elle rejoint la nécessité de tenir compte du processus d'individualisation sociale et culturelle qui travaille en profondeur notre société et remodèle les classes traditionnelles. Qu'il s'agisse des retraites, de l'éducation, des conditions de travail, nous pensons que le socialisme doit mieux prendre en compte la diversité des situations et des attentes qu'elles créent. Il ne doit pas craindre à nos yeux de contourner le niveau trop homogénéisant du groupe social ou du territoire pour faire désormais davantage descendre, quand c'est possible, l'action correctrice de la politique au niveau même de l'individu.

Cet engagement en faveur des libertés ne nous rend pas sourd à la demande d'autorité et de règles qui émane de la société contemporaine. Si elle résulte pour une part essentielle des effets déstructurants de la crise économique et sociale, la montée des phénomènes d'insécurité au cours des dernières décennies nous a rappelés aux nécessités d'une liberté ordonnée, d'une meilleure articulation des droits et des devoirs.

- Cette prise en compte des réalités et des aspirations individuelles ne nous conduit pas non plus à cautionner les dérives de l'individualisme contemporain. Nous combattons la réduction de la politique au consumérisme et à la juxtaposition des revendications catégorielles. Nous travaillons à une société d'individus où ne pèseraient plus les privilèges de naissance et les déterminations de classe, où chacun aurait tous les moyens de réussir et de s'accomplir sans l'intervention de la collectivité. Attachés au pari des Lumières et à la force des solutions collectives, nous refusons la perspective d'une société atomisée et défendons la nécessité de construire et de faire vivre des institutions communes au service de la justice sociale.

Loin d'épouser les antagonismes internes à notre base sociale, loin de vouloir jouer à notre tour sur la division des « inclus » et des « exclus », nous souhaitons au contraire que la gauche élabore dans les années qui viennent un nouveau pacte social et territorial pour relever le défi de la société « fragmentée » et « dissociée ». Celui-ci devra afficher des thèmes fédérateurs (protection contre la mondialisation, sauvegarde de la protection sociale, promotion individuelle)

et indiquer aux couches populaires et moyennes, aux habitants des cités comme à ceux du monde rural et péri urbain ce qu'ils peuvent attendre de la gauche. Nous pensons notamment que la gauche doit continuer à faire de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté une priorité politique et morale mais qu'elle doit veiller à ne pas alimenter la critique contre l'assistanat et qu'elle doit mieux répondre, de son côté, à l'enjeu du pouvoir d'achat et, en particulier, aux biens premiers que sont le logement, la santé et l'éducation, et à l'enjeu de la juste répartition des revenus à travers une réforme fiscale courageuse.

- Cet attachement au projet collectif constitue notre manière de répondre, aujourd'hui encore, aux demandes de sens et aux besoins d'appartenance qui traversent la société contemporaine. Il constitue notre réponse à la question de l'identité nationale, dont nous ne voulons pas concéder le monopole à la droite. Nous continuons d'opposer la conception, ouverte, dynamique, contractuelle, d'une « communauté de citoyens » à la vision étriquée, figée, ethniciste, portée par une partie de la droite. Nous continuons d'opposer l'idée d'un espace public composé de citoyens égaux en droit et débattant librement du bien commun à celle d'une démocratie régulée par les rapports entre des « communautés ».

## **5) Un nouvel âge démocratique pour notre République**

- Héritiers de Jaurès et de Blum, issus du choix fondamental qui a provoqué la séparation entre socialistes et communistes au Congrès de Tours, nous considérons la démocratie comme une valeur inconditionnelle, la source de toute légitimité, le seul levier dont nous disposons pour mettre en œuvre les instruments de régulation du capitalisme.

- Fidèles à la tradition républicaine française, nous continuons également de croire à la vertu des institutions représentatives et au rôle irremplaçable des partis politiques pour élaborer les options en présence, rationaliser, éclairer, incarner les choix possibles et permettre ainsi aux citoyens de choisir l'orientation donnée aux grandes politiques publiques. Mais nous pensons qu'un système démocratique ne peut plus fonctionner au début du 21<sup>ème</sup> siècle sur le seul principe de la délégation et qu'avec l'élévation du niveau d'éducation et d'information de nos concitoyens, il faut entendre l'aspiration à une souveraineté populaire effective. Appuyés sur les expériences engagées depuis longtemps par leurs élus locaux, les socialistes doivent étendre les mécanismes de démocratie participative.

- Nous pensons plus généralement qu'il est temps d'inventer une nouvelle sociale – démocratie, appuyée sur les réseaux, les collectifs, le formidable vivier

du monde associatif ; de renouveler les formes mêmes de notre démocratie politique, sociale et territoriale.

- La nouvelle donne politique doit nécessairement s'accompagner d'un nouvel âge démocratique, de l'avènement d'une nouvelle République. Le projet de VI<sup>ème</sup> République est un acquis de la gauche, mais son contenu devra être renouvelé au regard de la pratique personnelle et absolutiste de Nicolas Sarkozy, qui renforce les excès déjà considérables de la présidentialisation. Faute de revenir sur le principe même de l'élection présidentielle, nous plaçons pour la mise en place de contres-pouvoirs réels. Nous voulons un Parlement réellement renforcé, une justice et des médias indépendants, une limitation du cumul des mandats,...

## **6) L'utopie concrète de l'égalité réelle**

- Méfiants vis-à-vis de la fausse radicalité d'une rupture annoncée avec le capitalisme mais jamais mise en œuvre, adeptes d'une politique qui s'appuie sur les réalités, nous ne résignons pas pour autant à réduire le socialisme à un pragmatisme gestionnaire ou à un réformisme purement défensif, qui ne ferait que combattre les dégradations de l'Etat social et du modèle républicain. Nous pensons que la gauche doit continuer d'offrir un débouché au besoin légitime de sens, d'utopie qui est, depuis la Révolution française, au cœur de sa vocation.

- Notre nouvel horizon de transformation sociale réside dans une lutte massive contre les mécanismes de « reproduction sociale » qui font perdurer dans notre société les privilèges de naissance. Nous devons faire de l'égalité des chances, « l'égalité réelle », c'est-à-dire affirmer la volonté de donner à chacun les moyens d'accéder au « capital culturel », de déployer ses talents et de trouver sa juste place dans la société, de définir une frontière essentielle et nouvelle du socialisme contemporain. Notre projet pour l'école et pour l'université y tiendra un rôle central.

## **7) Notre stratégie politique**

Rassembler les gauches demeure évidemment l'objectif. Mais quelles gauches aujourd'hui ? La question est dans toutes les têtes. La situation est profondément différente du moment d'Épinay où deux grands partis structuraient pour l'essentiel l'électorat de gauche. Le parti socialiste n'a jamais été plus fort qu'aujourd'hui. Mais, avec des alliés faibles électoralement, le Parti communiste et les Verts, et de petits partis, le PRG et le MRC, il peut être durablement impuissant à construire un rapport de forces majoritaire. Tel est le paradoxe.

Et celui-ci est rendu plus compliqué encore par la double concurrence que fait peser, à l'extrême-gauche, un « gauchisme compassionnel » qu'incarne la figure d'Olivier Besancenot, qui n'a pas la volonté de participer à une alternative politique réelle, et un « centrisme présidentiel », qui n'a comme espérance qu'une percée solitaire et se réfugie dans un ni-ni perpétuel !

Dans ces conditions, il n'y a pas d'autre solution que d'atteindre une « masse critique » indispensable à une dynamique victorieuse. La visée d'un « parti de toute la gauche » est utile. Mais elle peut être trompeuse si par là, nous entendons seulement un accord avec quelques « morceaux » d'appareils. Le problème resterait pour l'essentiel. Non, il s'agit d'une mutation qu'il nous faut accomplir qui demande un profond renouvellement.

C'est là que la question stratégique est liée étroitement à la nature du parti et à la nécessité de sa mutation. Le parti d'aujourd'hui a ses forces –tout particulièrement son réseau d'élus qui en fait une « social-démocratie municipale ». Mais il n'est plus adapté, d'une part, aux réalités d'une démocratie moderne, d'autre part, à l'enjeu stratégique.

Nous avons besoin d'un parti beaucoup plus proche de son électorat, qui donne à ses militants un rôle nouveau d'animation politique, qui, à côté de ses fonctions traditionnelles et essentielles, la définition de programme, les sélections des candidats, prend en charge de nouveaux besoins.

Une discussion a été ouverte sur la manière dont les responsabilités sont réparties à tous les niveaux. Faut-il changer le mode de scrutin interne et renoncer à la proportionnelle intégrale ? L'idée d'un scrutin à dominante majoritaire est présentée. Mais elle n'a pas l'évidence que certains lui prêtent. Car, le parti a connu (et connaît) de fausses majorités, qui sont autant des facteurs de paralysie. Et, vouloir construire un parti plus large, ouvert à toute la gauche, suppose que chacun puisse se sentir représenté. Nous pensons que sa mutation tiendra à la mise en œuvre de deux évolutions majeures.

Il faut d'abord sortir du piège de la présidentialisation exclusive du parti qui conduit le plus souvent, à la crise. Pour cela, il faut organiser de véritables élections primaires au sein de notre électorat, à l'extérieur du parti, selon des règles d'ouverture large expérimentées par les gauches italiennes, pour donner au candidat désigné une pleine légitimité. Cela donne deux avantages : d'une part, associer notre électorat à la décision en le rendant parti prenante –et cela a bien été le sens de la vague d'adhésions que nous avons connue en 2006-, d'autre part, associer les autres partis à ce processus, en leur donnant la possibilité

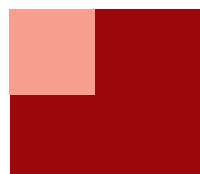
d'établir leur influence et de participer ensuite à une dynamique politique. Ensuite, donner des fonctions nouvelles à notre parti à côté de ses missions fondamentales. Nous devons concevoir et construire un parti-réseau, qui associe en permanence les citoyens et les associations à ses définitions programmatiques, qui organise ses relais dans le monde économique et social, non sous la seule forme de la section « thématique », mais, en acceptant des associations temporaires autour de telle ou telle tâche, de tel ou tel projet, qui prend beaucoup plus en charge la communication sous ses formes multiples, se dote d'outils nouveaux, qui développe des services pour ses militants et sa base sociale, en réinventant l'éducation populaire, qui, enfin, et sans doute d'abord, accorde toute sa place au travail d'analyse pour comprendre et anticiper les évolutions du monde et de la société, ce qui suppose de rationaliser les outils aujourd'hui dispersés qu'il a à sa disposition et d'en créer d'autres.

Ce sont des conditions pour changer de taille critique, faire du parti socialiste autre chose qu'un rassemblement d'intérêts petits et grands ? Souvent locaux, pour résoudre le problème stratégique d'aujourd'hui.

\*  
\* \* \*

Voilà les raisons pour lesquelles les signataires de ce texte décident de travailler ensemble à la naissance de ce nouveau parti socialiste et de proposer cette démarche dans la forme d'un «pacte pour la reconstruction » à toutes celles et tous ceux qui ont conscience de la gravité du moment et qui partagent cette ambition.

**Rénover maintenant - Socialisme & démocratie**



**Partie III**

**Textes adoptés**

**au sein du pôle des Reconstructeurs**

**mars 2008**



# Engagements

Au-delà des responsabilités individuelles et collectives, la défaite présidentielle de 2007, la troisième consécutive, renvoie aux insuffisances de ce que les socialistes ont proposé aux Français, tant sur le plan des valeurs que sur le plan programmatique.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de penser et de mettre en œuvre quelques réformes internes et de rafraîchir quelques propositions.

Nous sommes convaincus de la gravité du moment. Le contexte général de la mondialisation capitaliste, avec de nouveaux rapports de force économiques, avec les inégalités qui se renforcent, avec un nouvel équilibre des puissances, avec des défis écologiques et énergétiques, qui commandent notre avenir, pose crûment la question de ce que peut être la gauche au XXI<sup>ème</sup> siècle. Est-elle condamnée à la défensive, à osciller entre une adaptation sans principes et un repli frileux sans perspectives ? C'est une question pour toute la gauche européenne et particulièrement pour la gauche française menacée de perdre une capacité majoritaire face à une droite qui s'appuie sur l'extrême droite et veut occuper l'essentiel de l'espace politique.

Pour répondre efficacement, nous devons nous livrer à une réflexion sans concessions sur ce que doit et peut être un projet en prise avec la réalité du monde, sur ce que doit et peut être un Parti socialiste en prise avec la société, sur ce que doit et peut être une gauche française décidée à prendre ses responsabilités pour construire une alternative durable au mélange de libéralisme, d'autoritarisme, de conservatisme, de populisme qui définit le sarkozysme dans sa réalité.

Pour avancer, les socialistes doivent faire la clarté sur le sens de leur action, sur l'analyse du moment où ils sont, sur leurs grands objectifs.

Il ne doit pas se résigner à devenir un parti d'élus entourés de leurs collaborateurs et de leurs assistants. Les dernières élections présidentielles ont montré, à ceux qui en doutaient encore, que rien ne remplace un dense réseau de militants, implantés sur tout le territoire et actifs dans les grandes associations.

1. Le PS doit pleinement assumer toutes les fonctions qui incombent au parti leader de la gauche.

Le sens de notre action

Le socialisme s'est constitué autour d'une double critique du capitalisme, ses injustices et son irrationalité. Il a voulu les combattre avec l'idée et la pratique d'une socialisation des moyens de production et d'échange. Il a historiquement emprunté deux voies, celle du communisme, qui s'est révélée une impasse, souvent tragique, celle du socialisme démocratique et qui a façonné les moins mauvaises des sociétés humaines connues dans l'histoire. L'échec de l'économie administrée, l'efficacité de l'économie de marché, ne remettent pas en cause pour autant les critiques initiales du capitalisme.

Le socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle est toujours une exigence de justice et de raison. Justice pour les hommes, entre les peuples. Raison dans la conduite des affaires humaines, pour mettre en œuvre un modèle de développement qui préserve la planète. De là découle, nos valeurs clefs, l'égalité le plus possible, ce qui va au-delà de l'égalité des chances, les libertés sans lesquelles il n'y a pas de dignité humaine, la fraternité, autrement dit la coopération entre les hommes, l'épanouissement de la personne, la démocratie indissolublement finalité et moyen.

Tirer les enseignements du siècle passé conduit à une vision simple : le socialisme est fondamentalement une théorie et une pratique de la citoyenneté, c'est l'idée que les femmes et les hommes agissant ensemble peuvent influencer sur l'évolution de leur société et du monde. Cela suppose des institutions politiques et des règles qui le permettent effectivement. Cela demande des conditions sociales qui assurent une sécurité de vie pour n'exclure personne du choix politique.

## **Le moment**

Il est dominé par les réalités de la mondialisation du capitalisme et ses effets, la dérégulation et la privatisation, la dévaluation des biens et des services publics. Le libéralisme dominant ne peut créer la cohésion, la confiance, la moralité sans lesquelles il n'y a pas de société. L'exclusivité donnée au seul intérêt privé affaiblit la démocratie. Nous aurions tort de penser que la relation entre le capitalisme et la démocratie est une donnée acquise. À un moment où les peurs s'affichent dans notre société et dans le monde, la peur de l'autre, la peur de perdre son emploi, la peur d'être exclu, à un moment où les risques de voir s'élever des « murs » et des « barrières », économiques, sociales, culturelles, politiques s'accroissent, où les inégalités dans chaque société et entre les pays augmentent, il est nécessaire de réaffirmer l'autorité légitime de l'État démocratique pour défendre des services universels et la réduction des injustices.

Le débat entre socialistes n'est plus de savoir s'il faut reconnaître ou non l'économie de marché –c'est la leçon du siècle passé- mais il doit être de savoir ce que doivent être aujourd'hui les outils pour une puissance publique efficace aux niveaux national, européen et mondial. Notre opinion est faite sur les insuffisances de l'économie de marché et sur les régulations qu'elle appelle, aujourd'hui, il faut mettre en évidence ce que sont les manques et les problèmes de la puissance publique pour la rénover. Il y a bien d'autres questions à envisager, mais cette question est essentielle et détermine nos grands objectifs.

## **Nos objectifs**

Pour notre projet

Trois questions principales se posent pour demain, créer de la richesse dans et par un nouveau modèle de développement, établir les conditions d'une égalité des possibles, redonner force à la France en Europe et dans le monde. Elles se conditionnent étroitement.

Nous voulons mettre l'accent aujourd'hui seulement sur quelques points clefs pour indiquer le sens de la rénovation à mener.

1)- L'économie française souffre d'un manque de compétitivité évincée. Les perspectives de croissance pour les prochaines années sont faibles, la balance commerciale se dégrade, la concurrence des pays émergents est pressante, y compris sur les produits à haute valeur ajoutée.

Une partie des solutions se trouve en Europe et dans le monde pour faire fonctionner un commerce équitable. Mais nous avons besoin en France et en Europe de retrouver une avance technologique. Concrètement, cela veut dire de dégager des priorités nettes pour un enseignement supérieur de qualité, qui unit

une nécessaire autonomie contractuelle des universités, des réformes structurelles dans l'orientation et pour la formation des étudiants, des moyens notablement revus, publics et privés, pour une revalorisation des carrières de chercheurs, pour des relations plus étroites entre la recherche et les entreprises.

Cette priorité évidemment ne suffit pas à elle seule –même si elle est décisive pour l'avenir. Elle doit s'accompagner d'une politique industrielle attentive aux transitions difficiles pour les hommes et les territoires vers une économie de la connaissance, de la mise en œuvre d'une sécurisation effective des parcours professionnels, d'une politique de réduction de la dette fondée sur des engagements pluriannuels.

Favoriser la croissance de l'emploi, accroître le pouvoir d'achat, lutter contre la précarité sont trois priorités inséparables.

Le SMIC ne peut pas résumer la politique salariale. Il faut changer de méthodes pour sortir les négociations de branches professionnelles de l'impasse : fixer des règles claires, avec une obligation de propositions et contre propositions écrites, prévoir un recours à une médiation, moduler les exonérations de cotisations sociales selon les résultats, mettre en place un système national de validation des acquis de l'expérience, réduire le temps partiel contraint, s'assurer de l'effectivité d'un « revenu de solidarité active », varier les indices de pouvoir d'achat, autant de voies possibles pour changer la situation.

Nous ne devons plus, enfin, séparer nos propositions pour renforcer la croissance de celles qui visent à mettre en œuvre un développement durable, partie essentielle également d'une politique de croissance, en utilisant davantage les sources d'énergie renouvelables, en favorisant des modes de production plus économes en énergie, en aidant l'innovation technologique dans les transports et la construction.

2)- La protection sociale est au coeur du pacte social français. Ébranlée de différentes façons, par le vieillissement de la population et le développement de la dépendance, le coût croissant de la santé, l'individualisation des comportements, la difficulté de lutter contre les inégalités, la critique et les politiques libérales, elle doit être au centre de nos préoccupations. Nous avons su la faire évoluer avec le RMI, la CSG, la CMU. Mais aujourd'hui, il faut prendre la mesure des changements survenus : la politique familiale assure de plus en plus une forme sociale de redistribution des revenus, avec les retraites il s'agit d'assurer un transfert de revenus sur une période longue et de faire face à un nouveau risque, la dépendance, les dépenses de santé sont de moins en moins aléatoires et nécessitent des politiques nouvelles de prévention et de réinsertion.

Nous devons passer désormais d'une protection sociale passive à une prévoyance sociale garantie par l'État. Il faut compléter la logique des « droits » par celle du contrat pour les individus, en veillant à ce que cette contractualisation soit loyale et équitable, le contrat étant lui-même validé dans une démarche collective. Réaffirmer un financement socialisé de la protection sociale doit aller de pair avec une réorientation des dépenses et un investissement accru dans la prévention.

Notre système redistributif est à repenser et à rééquilibrer pour mettre l'impôt au service de l'innovation et de la production, réduire les inégalités entre les individus et les territoires, s'abstraire de la logique de la rente. Cela suppose de maintenir le niveau des prélèvements obligatoires, de remettre en cause l'équilibre actuel entre les impôts, en favorisant la convergence de l'impôt sur le revenu et de la CSG, de modifier la répartition du bénéfice de l'impôt entre l'État et les collectivités locales, redéfinir une fiscalité du patrimoine.

3)- La démocratie est une valeur inconditionnelle et le levier des politiques que nous voulons mener. Il est temps de renouveler les formes mêmes de notre démocratie politique, sociale et territoriale. La pratique personnelle de Nicolas Sarkozy va renforcer les excès de la présidentialisation et le modèle d'un pouvoir omniprésent, qui à tous les avantages d'un régime présidentiel sans les contre-pouvoirs nécessaires !

Nous voulons un Parlement réellement renforcé, une justice et des médias indépendants, une limitation du cumul des mandats, un droit de vote enfin reconnu aux élections locales pour les immigrés en situation régulière.

Nous pensons que les partis politiques ont un rôle indispensable pour présenter les options en présence, éclairer les choix des citoyens, les mettre en oeuvre ensuite. Mais aujourd'hui, un système démocratique ne peut plus fonctionner sur le seul principe de la délégation. Avec l'élévation du niveau d'information et d'éducation, nous devons favoriser l'expression régulière des citoyens. Appuyés sur les pratiques engagées depuis longtemps par les élus locaux, nous devons étendre les mécanismes de démocratie participative. Une nouvelle social-démocratie doit s'inventer en s'appuyant sur les réseaux, les collectifs, le formidable vivier du monde associatif.

4)- Porter des exigences de régulation au niveau mondial suppose un engagement résolu dans l'unification politique européenne. Rechercher un intérêt commun en Europe demande de mieux articuler ce qui doit être fait au niveau national et ce qui doit l'être au niveau européen. Nous voulons une Union européenne qui puisse peser dans les négociations sur le commerce mondial et établir en son sein des formes de gouvernance économique et d'harmonisation sociale. Cette conviction nous conduit à militer pour des coopérations renforcées

au sein de la zone euro, des procédures de décision simplifiées, l'affirmation de principe sociaux, des institutions plus fortes.

En réaffirmant ces finalités partagées, nous ne voulons pas ignorer que l'Union européenne a besoin d'un sens nouveau. Nous croyons nécessaire de dépasser les divergences qui ont divisé les socialistes et la gauche pour travailler à la définition d'une Europe des projets.

# Pour un parti de toute la gauche

Notre parti socialiste souffre et tangué.

Comme après toute grande défaite électorale, il est inaudible. Son vide de direction favorise la cacophonie. Le flou dans la volonté de s'opposer et de proposer l'empêche d'apparaître comme une force alternative et crédible à l'heure où le pouvoir fabrique en nombre ses premiers déçus. Le bal des égos à l'échelon national favorise le repli sur la gestion locale. L'obsession de la présidentielle, loin de contrebalancer l'hyper-présidence sarkozyste, aggrave ses dérives.

Les militants vivent douloureusement cette situation et tentent de faire face: engagés dans la bataille des municipales et des cantonales, ils puisent dans ce combat l'espérance d'un rebond et les raisons de persévérer.

Certes le Parti socialiste, c'est 60.000 élus locaux, animant 6200 municipalités, grâce à la mobilisation de 200.000 militants. C'est une force considérable pour changer la vie de nos concitoyens et préparer la reconquête. Encore faut-il, pour la consolider, ne pas sombrer dans l'apolitisme gestionnaire, comme jadis la SFIO, mais faire de la politique en commençant par revendiquer nos valeurs de gauche qui se confondent avec les valeurs républicaines : liberté, égalité, laïcité, internationalisme, universalisme.

En réalité, notre parti se trouve face à une grande chance historique, et aussi une grande responsabilité : pour la première fois, dans sa longue histoire, il peut devenir le parti de toute la gauche. Il y a place pour une extrême-gauche anti-capitaliste qui oscillerait entre 5 et 10% des voix, tous partis confondus. Mais le PS peut à lui seul couvrir tout l'espace politique de la gauche réformatrice, des altermondialistes jusqu'aux chrétiens sociaux. Le PS peut et doit devenir le parti de toute la gauche de gouvernement.

L'extrême-gauche manifeste plus de prédisposition à la scissiparité qu'au rassemblement. Elle scrute de surcroît l'avenir dans un rétroviseur. Même s'il consent à s'ériger en parti d'opposition, ce qui est loin d'être acquis, le MoDem est laminé par notre système électoral bipolaire. Quant au MoDem, c'est un parti

de droite qui veut opérer un hold-up sur le centre et une partie de la gauche. Les postures de François Bayrou ne résistent ni à l'analyse de son programme économique, social et sociétal, ni à l'attitude de la plupart de ses cadres et élus qui, à l'approche des élections, retrouvent leur camp d'origine. Le "parti central" dont rêve François Bayrou est donc condamné à demeurer un petit parti du centre. Sauf si les socialistes propulsent son Président à l'Élysée, ce à quoi rien, vraiment, ne les oblige.

L'effondrement du marxisme et la marginalisation du PCF ont créé un vide idéologique et politique à gauche que le socialisme démocratique doit combler.

La gauche de l'échiquier politique français est vide. Notre responsabilité, c'est de l'occuper. Responsabilité à l'égard des salariés, qui aspirent à être défendus et représentés par un parti puissant. Responsabilité à l'égard de notre peuple qui a besoin d'un contrepoids au Président omnipotent et omniprésent qu'il s'est donné, d'une force cohérente qui exerce la fonction d'opposition et de contre-proposition sans laquelle il n'est pas de démocratie vivante. Responsabilité vis-à-vis de la France, qui a besoin de présenter au monde une autre image d'elle-même que celle que véhicule le chef de l'État, une France européenne et non pas bushiste-atlantiste, une France laïque et non pas religieuse-communautariste, une France des droits de l'homme plutôt que celle des amitiés avec les dictateurs, une France démocratique et sociale et non de la collusion des pouvoirs politique, médiatique et financier.

Pour la première fois dans notre histoire, nous pouvons mettre fin à cette peu glorieuse exception française : être un parti qui regroupe en moyenne 25% de l'électorat -souvent beaucoup moins, parfois un peu plus- et devenir un parti qui rassemble par ses propres forces 35% des électeurs, comme le font la plupart de nos homologues européens.

Pour atteindre cet objectif, le Parti socialiste doit assumer une véritable mutation.



Il ne doit pas se résigner à devenir un parti d'élus entourés de leurs collaborateurs et de leurs assistants. Les dernières élections présidentielles ont montré, à ceux qui en doutaient encore, que rien ne remplace un dense réseau de militants, implantés sur tout le territoire et actifs dans les grandes associations.

1. Le PS doit pleinement assumer toutes les fonctions qui incombent au parti leader de la gauche.

Fonction intellectuelle : le nouveau PS doit s'investir mieux que nous ne le faisons aujourd'hui dans le travail d'élaboration théorique, en liaison avec les intellectuels et les scientifiques, afin de proposer aux Français une vision du monde, une représentation de la société dans laquelle ils vivent, de ses futurs possibles, de son avenir souhaitable. Les peuples ont besoin de repères, d'une grille de lecture de leur réalité, d'un "grand récit". La démagogie, l'immobilisme, la nostalgie sont toujours la conséquence de l'absence de perspectives crédibles portées par une force responsable. Le parti de toute la Gauche doit être un éclaircisseur de l'avenir, un porteur d'intelligibilité.

Le PS doit mener mieux qu'il ne le fait habituellement la lutte idéologique.

Là aussi, la droite nous donne une leçon : elle nous rappelle que les batailles politiques se gagnent ou se perdent d'abord dans les têtes, sur le terrain des valeurs et des idées. La victoire de Sarkozy, précédée par un travail en profondeur de l'UMP, a montré que la lutte idéologique est un vrai combat, qui s'organise dans la durée et exige des instruments, une stratégie, des savoir-faire. Notre amateurisme en la matière a permis à la droite de faire souvent prévaloir son interprétation conservatrice-libérale de la crise française "-trop d'impôts, trop de droits, trop d'Etat".

Fonction programmatique : le PS doit s'interdire de botter en touche, comme il l'a fait trop souvent sur les questions qui divisent son électorat. La modernisation démocratique de la société qu'il préconise, diffère de la modernisation libérale-autoritaire, que conduit Nicolas Sarkozy : la seconde fait peser principalement sur les individus les coûts du changement, la première considère que c'est à la collectivité nationale (et européenne) qu'il revient de les assumer. Ce qui implique un haut niveau de redistribution sociale, une politique active de l'emploi, des services publics diversifiés et de qualité. Les objectifs du socialisme démocratique -plein emploi, protection des individus contre tous les risques sociaux, augmentation régulière du pouvoir d'achat, démocratie sociale et participative, accès du plus grand nombre à l'Education et à la Culture, qualité de la vie...- ne sont plus accessibles par les voies et les moyens classiques de la social-démocratie. Le programme socialiste doit définir les moyens nouveaux

qui permettront d'approcher ces objectifs dans les conditions d'un capitalisme mondialisé et dominé par la finance.

Fonction électorale : le nouveau Parti socialiste doit garder la maîtrise de la désignation de ses candidats aux divers mandats électifs, selon ses critères politiques propres -fiabilité, implantation, parité, représentativité... Il ne doit pas se laisser dicter ses choix par les sondages et les médias... Ce qui suppose de mieux associer nos électeurs à nos débats et à nos désignations.

Fonction organisationnelle, enfin : le Parti socialiste doit étoffer, rajeunir, féminiser, diversifier son corps militant; resserrer ses liens avec les syndicats, les intellectuels et les grandes associations progressistes; retrouver une audience sur les lieux de travail et auprès des salariés ; associer ses sympathisants à ses débats et à ses mobilisations. Il doit acquérir la maîtrise des moyens de communication modernes (à commencer par l'Internet et l'Intranet), ce qui est loin d'être le cas - malgré les progrès enregistrés récemment-, mettre l'accent sur la formation de ses adhérents; se doter d'un véritable département de la communication, capable de riposter au pilonnage médiatique de la droite et de son vibrant président.

2. La reconstruction à laquelle nous devons travailler s'exerce à tous les étages : au niveau des idées, du programme, de l'organisation, des pratiques militantes.

S'agissant des idées, le problème n'est pas de savoir si le nouveau PS est «pour ou contre l'économie de marché», comme beaucoup feignent encore de le croire, mais pour quel type d'économie de marché il est. Nous devons inventer un nouveau modèle français sans chercher à dupliquer l'approche scandinave et encore moins à copier-coller le modèle anglo-saxon. Quelles sont les composantes du modèle que nous cherchons à construire ? Nous voulons une économie solidaire, régulée à tous les niveaux par la puissance publique (local, national, européen, mondial) et fondée sur le dialogue avec des partenaires renforcés et respectés. Nous voulons maîtriser et humaniser le nouveau capitalisme, ce qui implique notamment de réussir notre passage à l'économie des services et de la connaissance. Nous voulons concilier la croissance et la préservation de l'écosystème, garantir les salariés contre tous les risques sociaux (chômage, travail précaire, dépendance liée au quatrième âge, retour de la pauvreté en fin de vie). Nous voulons assurer l'égalité des territoires et entre les individus à l'heure où certains bénéficient de la mondialisation et d'autres décrochent. Ces objectifs sont notre identité. Ils nous rassemblent, comme nous rassemble aussi la claire conscience que personne ne dispose à lui seul de l'ensemble des solutions pour les atteindre. C'est bien cette mise en commun qui fait tout le sens de notre démarche.

Tous les partis socialistes européens travaillent à ces questions et à bien d'autres encore concernant la réorganisation de notre démocratie et le rayonnement de notre civilisation.

Les réponses prennent corps : elles ont pour noms l'"Etat social préventif", la "sécurisation des parcours professionnels", la "flexsécurité", l'"Europe puissance et protectrice", la "démocratie sociale et participative", l'amélioration de la "gouvernance mondiale", la mondialisation solidaire et maîtrisée. Autant de têtes de chapitres que nous allons développer ensemble et que nous proposons à tous les socialistes.

S'agissant du programme, le PS doit tenir davantage compte des nouvelles conditions historiques de son action : la nouvelle division internationale du travail, le vieillissement de la population, les mouvements migratoires, le réchauffement de la planète, les effets désormais désagrégeurs de l'individualisation sur nos sociétés. On ne peut se contenter de conserver les politiques des années 80 et 90, en augmentant simplement les moyens qui leur sont alloués.

Nous savons que pour reconquérir le plein emploi, il faut mieux spécialiser notre économie, la redéployer vers les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée; l'orienter vers les grands marchés de l'Asie de l'Amérique latine, mais aussi de l'Afrique, éduquer et mieux former notre jeunesse et notre force de travail, mieux financer et organiser notre Recherche.

Cette modernisation implique la mobilisation des entrepreneurs et des actionnaires, mais elle exige avant tout une meilleure répartition des risques et des richesses entre le capital et le salariat. Les salariés ne doivent pas être les seuls à payer le coût des adaptations nécessaires. C'est à la collectivité nationale et européenne qu'il appartient d'en mutualiser la charge. Nous devons inventer des nouvelles formes de sécurité sociale, de redistribution des richesses, de services publics. Nous devons promouvoir un nouveau Pacte républicain pour le progrès économique, social, culturel, démocratique de nos pays.

S'agissant de l'organisation : le PS doit se fixer pour objectif la construction du grand parti réformiste moderne dont la Gauche et la France ont besoin : un Parti qui rassemblerait à lui seul au moins 35% des électeurs. Il est évident que la condition sine qua non de ce grand parti de la gauche, c'est le respect de la pluralité et de la diversité, donc de la proportionnelle. C'est notre histoire socialiste, c'est notre différence avec la droite bonapartiste et plébiscitaire, c'est notre passion du débat d'idées et de l'échange des arguments. Ce nouveau parti socialiste doit tenir compte, pour en freiner les dérives et en réorienter le sens, du nouvel âge de la démocratie dans lequel nous sommes entrés : démocratie médiatique et sondagière, mais aussi présidentielle, individualiste et sceptique.

Le PS doit se doter des moyens humains de conduire une véritable stratégie de communication comme sont parvenus à le faire beaucoup de ses homologues européens.

Il doit associer les sympathisants et les électeurs de gauche à la désignation de son ou de sa candidat(e) à la présidentielle, sans renoncer à son rôle spécifique qui est d'éclairer les électeurs dans leur choix. Il doit pour cela organiser des "primaires", dix-huit mois au moins avant l'échéance électorale. Les électeurs de gauche désireux de participer à ce grand choix viendraient s'inscrire sur des listes, aux sièges du Parti, moyennant une contribution de quelques euros. Les candidats socialistes à la présidentielle viendraient s'exprimer et débattre devant les assemblées de ces électeurs afin que ceux-ci puissent choisir en connaissance de cause, grâce à de vrais débats, la personne la plus apte à porter nos valeurs, à expliquer nos propositions, à battre la droite sarkozyste. Nous avons besoin d'un parti beaucoup plus proche de son électorat qui donne à ses militants un rôle d'animation nouveau.

Le prochain congrès du PS doit être consacré à notre stratégie de reconstruction. La désignation de notre candidat(e) à l'élection présidentielle doit intervenir en 2010, selon les modalités exprimées ci-dessus, qu'il faudra affiner et préciser. La réflexion avant les ambitions, le collectif avant notre champion, voilà notre volonté commune.



**Partie IV**

**Textes en débat**

**au sein du pôle des Reconstructeurs**

**mars 2008**



# Bâtir le nouveau PS

## **Pourquoi le Parti Socialiste est condamné au changement**

Depuis 1962, chaque élection présidentielle est un échec pour le Parti socialiste. Battu sept fois sur neuf, il ne doit qu'à François Mitterrand d'avoir emporté une élection qui semble avoir été conçue pour lui échapper. Il n'y a là aucun hasard, bien au contraire. Tel qu'il est organisé, notre parti est incompatible avec la logique de l'élection présidentielle. La personnalisation de l'enjeu et la pipolisation envahissante du débat sont d'autant plus éloignées des traditions de notre parti que celui-ci, parlementaire de culture, s'est construit contre la logique présidentielle de la Ve République.

Dans son organisation, il a essayé, tant bien que mal, d'en refuser les contraintes. Il prétend choisir son candidat à l'élection présidentielle librement et sans pression de l'opinion, élaborer en lui-même un projet et négocier des alliances avec les partis alliés du moment, transposant dans la République d'aujourd'hui la culture des partis politiques souverains issue de la IIIe République parlementaire. Son code génétique en découle : représentation proportionnelle en interne de courants plus soucieux de se disputer des parts de marché idéologiques que de fédérer autour d'un projet commun, ce qui rappelle les modes de cohabitation des sept sensibilités socialistes qui, en 1905, constituèrent la Ire SFIO ; unité qui ne s'exprime que dans l'opposition au pouvoir (et encore !), défiance à l'égard du candidat investi, tenu à l'observation stricte de la ligne du parti. Avec de tels fers aux pieds, le plus agile des candidats présidentiels est condamné d'avance : impossible unité, conflits programmatiques et organisationnels récurrents entre le candidat et le parti, difficulté à assumer collectivement un projet décomplexé de gouvernement.

A organisation inchangée, cette fatalité de l'échec produit de la contradiction entre logique présidentielle et tradition parlementaire est inéluctable. Elle condamne par avance ceux ou celles d'entre nous qui souhaitent être candidat à l'élection, leur investiture par le parti découlant de stratégies impossibles. Soit ils décident de s'engager tête baissée dans les délices des luttes internes, contribuant à fractionner un peu plus un parti qui n'en a pas besoin. Maximisant leurs

différences avec leurs rivaux potentiels, au prix d'inconfortables contorsions, ou préférant émasculer le projet de réforme qu'ils peuvent incarner pour se revendiquer de la fidélité aux dogmes, ils sont assurés de perdre deux fois : en audience dans le parti puisqu'ils se sont singularisés, et en crédit dans l'opinion publique du fait de leur préférence pour les private joutes. Soit, au contraire, ils émergent en délaissant les luttes de congrès pour prendre appui sur l'opinion publique et faciliter ainsi leur investiture. Mais, sitôt désigné, le candidat sera victime des mêmes causes : Soit il acceptera d'être sous contrôle du parti, se reniera donc... et perdra. Soit il s'y refusera... et perdra aussi.

Voilà pourquoi s'en tenir à la simple rénovation du Parti socialiste, pourtant revendiquée à l'unisson, c'est consolider la machine à perdre. Car la seule rénovation de la plateforme programmatique, la redéfinition d'une ligne politique claire, la genuflexion devant les « réalités du marché », de la mondialisation et de l'individualisation seront vaines tant que n'aura pas été tranchée la question de l'adaptation même du Parti socialiste à la Ve République présidentielle.

Autant que d'un déficit idéologique, le PS souffre d'un travers ontologique qui le rend inapte à agir dans un système politique fondé sur le présidentialisme. Pour avoir une chance de remporter une élection présidentielle, le Parti socialiste devra donc repenser son rôle et adapter son fonctionnement à cette réalité.

## **Quelle stratégie pour le changement ?**

Dans les débats préparatoires au congrès, le parti semble hésiter entre deux voies.

Certains proposent que le parti se soumette entièrement à la logique présidentielle et qu'il se réorganise pour faciliter l'émergence puis le travail du chef élu. La vie entière du parti est donc repensée autour de ce seul objectif : le chef du parti est nécessairement le futur candidat à l'élection présidentielle (désignation du Premier Secrétaire... ou du Président du parti et investiture présidentielle étant un seul et même vote) ; le mode de scrutin majoritaire en interne remplace

l'actuelle proportionnelle afin de donner au Premier Secrétaire/Président les moyens de diriger comme il l'entend le parti.

Nous ne partageons pas cette vision. Contraire à la tradition de débats qui est celle du parti, elle conduit à recopier les dysfonctionnements d'une Vème République ultra autoritaire et à les appliquer à notre propre fonctionnement, sacrifiant au passage au culte du chef que nous dénonçons en tout point. Ce faisant, le Parti socialiste serait privé de toute perspective stratégique d'élargissement crédible : l'intégration de militants et d'identités nouvelles (écologistes, gauche sociale...) serait rendue impossible dans les faits par la mise en place du soutien majoritaire qui émasculerait nécessairement tout apport idéologique nouveau. L'autre voie, celle que nous proposons, vise à bâtir un nouveau Parti socialiste qui, tout en intégrant pleinement la logique de l'élection présidentielle, refuse d'y soumettre nos fonctionnements internes.

Elle fait le pari que la force des débats qui s'engagent dans la société, au moment de l'élection présidentielle, est un point d'appui essentiel pour donner un souffle nouveau à nos idéaux et repenser notre parti. Pour cela, nous entendons confier à des élections primaires à l'italienne, c'est-à-dire rassemblant largement tous les électeurs de gauche et écologistes qui voudront participer à cette désignation (moyennant cotisation modeste), la désignation du candidat à l'élection présidentielle. Organisée 12 mois avant l'élection, cette désignation « populaire », outre la dynamique qu'elle créera, libèrera le Parti socialiste des combats sclérosants de l'investiture. N'ayant plus à investir lui-même le candidat, le Parti socialiste pourra consacrer toute son énergie à la rénovation afin de devenir, le fer de lance idéologique, programmatique et idéologique du futur candidat. Pour cela, il devra se doter d'outils pour s'ancrer davantage dans la société à partir d'une force militante renouvelée (organisation de ses relais dans le monde économique et les services publics ; réappropriation de la coordination directe de ses élus locaux ; développement des liens avec les acteurs associatifs) ; travailler à penser les évolutions de la société à moyen terme en créant un outil de réflexion ambitieux ; développer des services pour sa base sociale (assurances, mutuelles), voire aider à la constitution d'outils financiers d'investissements sociaux lui permettant de prendre des participations financières minoritaires pour contribuer à des objectifs précis (émergence de nouvelles formes économiques, pluralisme dans les médias). À côté de ces missions nouvelles, il continuera bien sûr à définir les orientations et à investir les candidats pour les élections locales et législatives. Reprécisant aussi en profondeur son rôle et ses moyens d'actions, le Parti Socialiste pourra engager un renouveau militant et devenir durablement le pôle qui tirera l'ensemble de la gauche vers les succès, s'élargir progressivement pour devenir le parti de toute la gauche et rester ainsi la pépinière d'où émergera le futur candidat.

Dans tous les cas, ce travail à engager dépasse de beaucoup la rénovation et s'apparente beaucoup plus à une refondation. C'est l'utilité même du Parti socialiste, dans sa forme actuelle, que la succession des échecs présidentiels oblige à affronter. Une formation politique créée il y a plus d'un siècle, forte d'une histoire riche, de milliers d'élus locaux et pivot indispensable d'une alternance politique, n'a pas à craindre d'être sans objet. Mais, par manque de courage de se transformer, ou en réduisant le changement à la seule émergence d'un chef, elle encourt le risque d'être durablement réduite à analyser les causes de ses défaites électorales nationales successives.

Pour rompre avec ce cycle de l'échec et incarner l'esprit de réforme dans la société nous voulons d'abord nous l'appliquer à nous-même. C'est pourquoi, nous voulons dès à présent bâtir le nouveau Parti socialiste pleinement adapté aux institutions de son temps.



# Europe : les nouveaux défis

«L'Europe est une réponse vitale aux défis planétaires »  
(Edgar Morin).

Pourtant, l'Europe qui a tant promis tarde à tenir ses engagements.

La paix est là, l'Europe existe par son marché, ses politiques communes et son droit. Pourtant, l'Europe est sous tension, sous pression, face aux urgences de notre temps, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. L'élargissement à douze nouveaux Etats membres a profondément changé le visage de l'Europe et au même moment, on assiste à un questionnement profond du sens de la construction européenne dans nombre de pays fondateurs.

Face aux grands pays émergents, face aux menaces de conflits dans le monde, le poids devenu très relatif des pays membres rend impératif la constitution d'une Europe intégrée et forte, actrice des grands développements économiques et politiques, porteuse de valeurs universelles, d'un modèle de société et de développement.

Pour de nombreux citoyens, l'Europe reste un projet politique inachevé.

Une nouvelle fois, il revient aux socialistes de la rêver, de la vouloir et de la construire.

## **Pourquoi nous sommes des Européens**

Pour faire de l'Europe une grande puissance démocratique capable de répondre à la mondialisation.

Pour répondre aux besoins du présent au moins autant qu'aux leçons de l'Histoire.

Pour qu'une nouvelle Europe sociale soit la référence partagée de la majorité des Européens.

Pour affirmer que ce qui unit les socialistes français l'emporte sur ce qui les divise, l'Europe étant la manifestation première de notre internationalisme.

Se réunir sans ambiguïtés ni artifice sur l'Europe est donc en soi une nécessité impérieuse, mais nous voulons aussi en faire un témoignage éclatant, un solide levier d'un nouveau cycle qui commence pour le Parti socialiste.

## **Ce qu'est devenu l'Europe**

Ces dernières années, l'Europe n'a pas convaincu : les dogmes néolibéraux entravent les politiques communes, les intérêts de court terme des Etats l'emportent sur les intérêts communs.

Beaucoup d'énergie a été consacrée aux questions institutionnelles, trop peu de temps au projet commun.

Un marché sans horizon politique, au sein duquel la concurrence sociale et fiscale tient lieu de politique de convergence.

Une somme d'égoïsmes nationaux au détriment de la vision et de l'intérêt collectif européen.

Une scène pour le président Sarkozy dont la méthode d'exercice du pouvoir est bien éloignée de l'esprit européen. Avec lui, l'Europe hésite à nouveau, entre un directoire d'Etats-nations et une « gouvernance » désincarnée.

Ce que nous voulons pour l'Europe.

Une Europe politique en faisant approuver un « programme unique » de gouvernement de l'Europe lors des élections européennes de 2009, porté collectivement par les socialistes et sociaux démocrates européens.

L'Europe de la dignité et du progrès humain, exemplaire pour les droits sociaux, le travail, la santé, l'éducation, l'intégration et la lutte contre les discriminations.

L'Europe des solidarités, pour hâter la convergence des niveaux de revenus entre Etats membres, mais aussi avec nos voisins afin que l'élargissement aux Balkans et à la Turquie puisse prendre toute sa place dans l'ambition européenne.

Une Europe partie prenante des affaires du monde (aide au développement, diplomatie, défense, commerce) pour que les Européens redonnent un visage plus humain à la mondialisation.

Trois idées-clef pour relancer notre engagement européen :

- « la nouvelle croissance »
- le « Pacte économique, écologique et social »
- la République européenne

## **1. L'urgence : L'Europe de l'emploi durable par « la nouvelle croissance ».**

L'Europe n'a pas tenu sa promesse de croissance : elle n'est pas « l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde ». Depuis plus de dix ans, la croissance européenne est en deçà de celle des Etats-Unis. Le marché du travail a été rendu plus flexible pour les salariés aux revenus les plus faibles, sans pour autant créer une Europe compétitive, de la connaissance et des compétences. La marginalisation de son tissu productif crée la précarité et renforce l'angoisse de l'avenir et de la mondialisation chez nos concitoyens.

Sans un projet économique cohérent et efficace, bien loin des dogmes ultralibéraux, l'Europe est menacée d'un véritable décrochage industriel et économique par rapport à d'autres ensembles régionaux.

- Notre nouvel horizon de transformation sociale réside dans une lutte massive contre les mécanismes de « reproduction sociale » qui font perdurer dans notre société les privilèges de naissance. Nous devons faire de l'égalité des chances, « l'égalité réelle », c'est-à-dire affirmer la volonté de donner à chacun les moyens d'accéder au « capital culturel », de déployer ses talents et de trouver sa juste place dans la société, de définir une frontière essentielle et nouvelle du socialisme contemporain. Notre projet pour l'école et pour l'université y tiendra un rôle central.

### **un nouveau projet économique**

L'Europe s'est construite par cycles de projets économiques (mise en commun des ressources énergétiques, construction du marché commun, création d'une monnaie commune). Ces deux dernières décennies, l'idéologie néolibérale, celle qui anime encore la commission Barroso, a fortement marqué, voire complètement dominé le débat politique européen. Elle a produit une série de grandes orientations économiques européennes, avec le résultat que l'on connaît en termes de croissance ou de précarisation du marché du travail.

Les socialistes veulent présenter un projet économique européen alternatif qui permette d'apporter une autre lecture de la mondialisation. Ce nouveau cycle mobilisateur d'aujourd'hui et de demain est celui de l'économie de la connaissance, moteur d'une « nouvelle croissance ».

Mal engagés par la stratégie de Lisbonne, qui cumule manque de moyens, une gouvernance inefficace entre les objectifs européens et des outils restés trop strictement nationaux, les efforts européens doivent être vigoureusement re-

lancés et mutualisés dans les domaines de l'innovation et de la recherche, des réseaux numériques à très haut débit ou de la formation. Mais nous savons que ces réformes ne fleuriront pas sans un climat économique plus favorable. Pour cela, il faut un pilotage cohérent entre les gouvernements, la BCE et les acteurs socio-économiques.

Cinq initiatives de solidarités européennes, avec des pilotages politiques de haut niveau:

### **L'écodéveloppement**

Nous proposons de faire de l'Europe la première puissance industrielle et commerciale en matière de technologies environnementales. Cela passe par une politique publique active en matière d'aide au financement, à la diffusion des savoirs et de fixation d'objectifs environnementaux ambitieux et législatifs tant en matière de réduction des émissions à effet de serre, de gestion de l'eau, de recyclage des déchets, de réduction de la consommation d'énergie, ou encore de part d'énergies renouvelables dans la consommation. Dans tous ces domaines, un potentiel énorme de croissance est à la portée de l'Europe, à nous de la concrétiser.

### **La politique commerciale et industrielle**

L'Europe s'est construite sur l'objectif d'un grand marché intérieur et d'être hautement compétitive sur le marché mondial. Elle n'entend pas réinventer le protectionnisme du XIX siècle ! Néanmoins, il lui revient de définir les outils au service d'une préférence communautaire comme le fond toutes les grandes puissances, d'organiser et de soutenir réellement les transitions et les reconversions. Le fonds sur la mondialisation doit être financé à la bonne échelle et complété par de véritables mécanismes de reconversion.

De même, l'Europe doit soutenir une approche équilibrée et multilatérale des négociations commerciales avec les pays tiers, garante du progrès social pour tous. Elle doit défendre et remplir les objectifs du millénaire pour le développement et doit intégrer ces objectifs dans les différentes politiques extérieures de l'UE, dont la politique commerciale.

### **L'économie immatérielle**

Malgré les promesses, les objectifs de l'agenda de Lisbonne en termes de dépenses de recherche sont très loin d'être atteints par la plupart des Etats membres dont la France. La recherche européenne a de plus souffert d'un manque de coordination sur les objectifs comme sur les moyens donnés à la recherche.

Il est urgent de créer une véritable Europe de la recherche qui puisse abreuver

## **1. L'urgence : L'Europe de l'emploi durable par « la nouvelle croissance ».**

L'Europe n'a pas tenu sa promesse de croissance : elle n'est pas « l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde ». Depuis plus de dix ans, la croissance européenne est en deçà de celle des Etats-Unis. Le marché du travail a été rendu plus flexible pour les salariés aux revenus les plus faibles, sans pour autant créer une Europe compétitive, de la connaissance et des compétences. La marginalisation de son tissu productif crée la précarité et renforce l'angoisse de l'avenir et de la mondialisation chez nos concitoyens.

Sans un projet économique cohérent et efficace, bien loin des dogmes ultralibéraux, l'Europe est menacée d'un véritable décrochage industriel et économique par rapport à d'autres ensembles régionaux.

- Notre nouvel horizon de transformation sociale réside dans une lutte massive contre les mécanismes de « reproduction sociale » qui font perdurer dans notre société les privilèges de naissance. Nous devons faire de l'égalité des chances, « l'égalité réelle », c'est-à-dire affirmer la volonté de donner à chacun les moyens d'accéder au « capital culturel », de déployer ses talents et de trouver sa juste place dans la société, de définir une frontière essentielle et nouvelle du socialisme contemporain. Notre projet pour l'école et pour l'université y tiendra un rôle central.

### **un nouveau projet économique**

L'Europe s'est construite par cycles de projets économiques (mise en commun des ressources énergétiques, construction du marché commun, création d'une monnaie commune). Ces deux dernières décennies, l'idéologie néolibérale, celle qui anime encore la commission Barroso, a fortement marqué, voire complètement dominé le débat politique européen. Elle a produit une série de grandes orientations économiques européennes, avec le résultat que l'on connaît en termes de croissance ou de précarisation du marché du travail.

Les socialistes veulent présenter un projet économique européen alternatif qui permette d'apporter une autre lecture de la mondialisation. Ce nouveau cycle mobilisateur d'aujourd'hui et de demain est celui de l'économie de la connaissance, moteur d'une « nouvelle croissance ».

Mal engagés par la stratégie de Lisbonne, qui cumule manque de moyens, une gouvernance inefficace entre les objectifs européens et des outils restés trop strictement nationaux, les efforts européens doivent être vigoureusement re-

lancés et mutualisés dans les domaines de l'innovation et de la recherche, des réseaux numériques à très haut débit ou de la formation. Mais nous savons que ces réformes ne fleuriront pas sans un climat économique plus favorable. Pour cela, il faut un pilotage cohérent entre les gouvernements, la BCE et les acteurs socio-économiques.

Cinq initiatives de solidarités européennes, avec des pilotages politiques de haut niveau:

### **L'écodéveloppement**

Nous proposons de faire de l'Europe la première puissance industrielle et commerciale en matière de technologies environnementales. Cela passe par une politique publique active en matière d'aide au financement, à la diffusion des savoirs et de fixation d'objectifs environnementaux ambitieux et législatifs tant en matière de réduction des émissions à effet de serre, de gestion de l'eau, de recyclage des déchets, de réduction de la consommation d'énergie, ou encore de part d'énergies renouvelables dans la consommation. Dans tous ces domaines, un potentiel énorme de croissance est à la portée de l'Europe, à nous de la concrétiser.

### **La politique commerciale et industrielle**

L'Europe s'est construite sur l'objectif d'un grand marché intérieur et d'être hautement compétitive sur le marché mondial. Elle n'entend pas réinventer le protectionnisme du XIX siècle ! Néanmoins, il lui revient de définir les outils au service d'une préférence communautaire comme le fond toutes les grandes puissances, d'organiser et de soutenir réellement les transitions et les reconversions. Le fonds sur la mondialisation doit être financé à la bonne échelle et complété par de véritables mécanismes de reconversion.

De même, l'Europe doit soutenir une approche équilibrée et multilatérale des négociations commerciales avec les pays tiers, garante du progrès social pour tous. Elle doit défendre et remplir les objectifs du millénaire pour le développement et doit intégrer ces objectifs dans les différentes politiques extérieures de l'UE, dont la politique commerciale.

### **L'économie immatérielle**

Malgré les promesses, les objectifs de l'agenda de Lisbonne en termes de dépenses de recherche sont très loin d'être atteints par la plupart des Etats membres dont la France. La recherche européenne a de plus souffert d'un manque de coordination sur les objectifs comme sur les moyens donnés à la recherche.

Il est urgent de créer une véritable Europe de la recherche qui puisse abreuver



le tissu industriel européen. Cette Europe de la recherche passe par « un plan 21 » pour la recherche en Europe, qui doterait l'Union d'un financement global de 3% du PIB, d'un brevet européen, d'une coordination étroite entre pays sur les différentes priorités et spécialisations, et qui créerait un « passeport recherche » pour favoriser les échanges entre chercheurs européens dans les universités et les entreprises.

### **Des pôles d'excellence européens pour l'industrie**

L'Europe doit se doter d'une véritable politique industrielle qui doit permettre de créer à la fois des entreprises à dimension mondiale, leaders dans leur secteur, et un tissu régional dense et varié de PME, actrices de développement économique en Europe et dans le monde. L'investissement public doit être concentré là où il crée des emplois et améliore la productivité.

### **Défense : la copropriété des moyens de défense, les corps multinationaux.**

(insérer § Alain Richard)

## **2. Le « Pacte économique, écologique et social »**

On peut faire avancer l'Europe sans nouveau traité, par des politiques concrètes. Mais nous souhaitons fixer le cadre d'un nouveau projet de société européenne. Les prochaines élections européennes doivent offrir l'occasion d'un choix clair, démarqué des décisions de la Commission Barroso. Un « Pacte », puis un traité refondant les politiques communes, donneront une urgente et indispensable cohérence à la nouvelle entreprise européenne, jusqu'ici écartelée entre les « lois d'airain » de l'économie, l'impuissance face aux chocs écologiques et la démission devant les aspirations sociales. Or pour nous socialistes, l'Europe doit se refonder en mariant l'efficacité économique, le progrès social et la protection de l'environnement.

Notre défense des convergences sociales, fiscales, des services publics et d'une économie efficace doit au plus tôt s'inscrire, pour gagner en force et en cohérence, non plus dans des traités sectoriels, mais dans un pacte d'orientations :

- **L'Europe de la dignité des salariés** : nous voulons augmenter le pouvoir d'achat des classes laborieuses en améliorant l'efficacité du travail et de l'investissement. Nous défendrons des politiques communes contre le dumping salarial, pour les droits et la représentation des salariés dans les groupes de

dimension européenne, pour la sécurité sociale professionnelle (avec des parcours professionnels européens), la démocratie sociale à l'échelle du continent, une véritable politique coordonnée en matière de revenus en fonction de l'inflation et de la productivité pour relancer le pouvoir d'achat, l'instauration d'un salaire minimum dans tous les pays négociés avec les partenaires sociaux, la primauté du droit d'installation en matière sociale.

- **L'Europe de la compétence et de l'investissement dans le capital humain** : des politiques communes garantissant le droit à la formation tout au long de la vie, des parcours et échanges européens d'éducation et de travail (programme Erasmus étendu à différentes catégories de travailleurs). Pour améliorer la productivité de son économie, l'Europe doit investir dans le capital humain, et non s'en remettre à la dégradation des lois sociales.

- **Au-delà du développement durable, l'écosocialisme** : la convergence des politiques économiques et sociales vers la protection de l'environnement à travers la relance des investissements dans les modes de transport durable, les énergies renouvelables, les technologies d'efficacité énergétiques.

- **L'Europe de la régulation du marché** : Les règles à imposer à l'économie de marché pour affronter le « capitalisme total » et ses dérèglements. Sur les marchés financiers, plus de transparence et de contrôle doivent être imposés aux fonds souverains et aux fonds d'investissement privé. Dans le marché intérieur, les services publics doivent être garantis et sécurisés en droit et à travers leur mode de financement.

- **Une politique agricole tournée vers les enjeux alimentaires de demain et la ruralité moderne**. La France doit inspirer la PAC de demain, plutôt que conserver des inégalités indéfendables ou subir des orientations productivistes ou ultra-libérales. L'agriculture de demain doit accepter les différentes fonctions économiques, sociétales, environnementales qui s'offrent désormais à ce secteur : aménagement du territoire, sécurité alimentaire, protection des ressources naturelles et de la biodiversité, sécurité de l'approvisionnement dans un marché mondial tendu. La PAC fut l'une des toutes premières politiques communautaires, fondatrice du projet européen. Si elle doit aujourd'hui être adaptée, elle doit rester un levier de régulation puissant pour l'Europe.

- **L'Europe des droits de l'homme pour tous**: L'Europe s'est construite en protégeant et en élargissant les libertés individuelles et collectives. Elle ne doit pas se transformer en une Europe forteresse comme nous le propose la droite européenne. Nous refusons une vision purement sécuritaire pour les immigrés clandestins et utilitariste pour les autres (immigration choisie). La politique

européenne d'immigration doit gérer les flux migratoires dans le respect des migrants et des pays d'émigration, en promouvant l'intégration et la formation de ces personnes dans le respect des droits de l'homme. L'Europe ne pourra partager ses valeurs universelles que si elle-même, elle les respecte et garantit diversité et tolérance.

### **3. Vers la République européenne**

Nous n'imaginons pas que l'on doive renoncer à la construction politique de l'Europe. En 2003, à Dijon, les socialistes français reconnaissent pour l'Union européenne la perspective fédérale. Aujourd'hui, nous la concrétisons par un nouveau projet européen.

#### **L'Europe politique après le Traité.**

Un « programme unique » pour le PSE incarnerait la confiance retrouvée dans l'Europe et permettrait de porter une ambition proprement politique et de gauche pour l'Europe.

Le PSE doit proposer un candidat pour la présidence de la Commission européenne avant les élections européennes, afin que les citoyens européens puissent choisir en toute transparence la personne qui dirigera l'exécutif européen. En effet, le président de la Commission, qui définit et porte les orientations de l'exécutif européen, doit être élu par le Parlement et refléter les préférences de la majorité des citoyens de l'Europe.

La diplomatie européenne doit redoubler d'efforts pour affronter les crises en commun (Balkans, Moyen-Orient...). Une évaluation de la politique européenne de voisinage et le partenariat euro méditerranéen doit être menée avec nos voisins pour qu'un véritable dialogue politique (et pas seulement économique) s'instaure sur un pied d'égalité avec ces pays.

La présidence du Conseil européen, désormais plus stable, doit représenter la dynamique politique de l'Europe, convaincu de ses potentiels et garant d'une présence cohérente et visible sur la scène mondiale.

#### **Sortir du rachitisme budgétaire**

Des moyens pour la convergence et pour réussir les élargissements (quantifier 1.5% du PNB ?).

Des budgets pour les initiatives vitales du nouveau cycle économique.

Un nouvel impôt européen sur les sociétés pour pallier à la chute continue depuis 20 ans des ressources propres de l'Union.

#### **La zone Euro**

Une nouvelle politique budgétaire et monétaire coordonnée pour la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat, qui ne figurent pas dans les statuts de la banque centrale.

Le gouvernement de la zone euro, premier marqueur de l'approfondissement vers une souveraineté européenne, avec la création d'un contrepoids à la BCE grâce à un véritable Ministre des finances et de l'économie de la zone euro.

#### **La démocratie inachevée**

Si les Français expriment à l'égard de l'Europe une exigence de démocratie, ils veulent avoir le dernier mot avec les autres citoyens européens sur les affaires qui concernent chacun.

Sans choc démocratique, l'Europe s'essouffle.

Les grands chantiers de l'Europe ne pourront être menés à bien sans l'approfondissement de la démocratie européenne.

Aller vers un intérêt général européen, définir des biens communs européens et nos préférences collectives pour les gérer, c'est la méthode de construction de la République européenne.

Comme l'ont fait le SPD lors de son congrès de Hambourg, et avec d'autres partis et dirigeants européens, nous défendrons le principe d'une démocratie parlementaire à l'échelle européenne, rendant légitimes les principales politiques communes.

Le suffrage universel des citoyens de l'Europe, le Parlement qui en est issu dotés d'un pouvoir législatif pour la gestion des affaires communes, un gouvernement européen responsable devant lui : voici l'architecture de la démocratie européenne du XXIème siècle. Ce « premier cercle » ouvert doit peu à peu s'émanciper du cadre intergouvernemental qui s'interpose entre l'Union et les citoyens.

\*\*\*

« On ne guérit pas la peste avec les moyens qui s'appliquent aux rhumes de cerveaux », écrivait Camus en...1950 au lendemain de la guerre, pour évoquer les limites de la politique intérieure, et la nécessité d'un nouvel ordre européen et mondial. Prés de soixante ans plus tard, c'est aux générations socialistes d'aujourd'hui qu'il appartient de relever ce défi.

□

# Oui à l'émancipation individuelle, non à l'individualisme destructeur

Voilà le mot d'ordre qui pourrait résumer la position des reconstruc-teurs socialistes sur la question aujourd'hui essentielle des rapports individu-société.

Aux antipodes du préjugé bien établi qui fait d'eux des « collectivistes » invé-térés, les socialistes, depuis Marx et Jaurès, ont toujours été « du côté » de l'individu, de la reconnaissance de ses besoins fondamentaux, de sa liberté, de ses aspirations légitimes.

Socialistes français, nous sommes, de ce point de vue, tout à la fois les héritiers du combat républicain contre le carcan religieux, pour la séparation de l'église et de l'Etat, et de celui des années 1960-70 contre un ordre moral étouffant, pour le droit des femmes et la libéralisation des mœurs.

Cette volonté d'étendre les libertés et de permettre à chaque individu de s'éman-ciper des normes préétablies en choisissant sa façon de vivre, ses liens, ses af-filiations, ses références, se pratiques culturelles demeure un principe directeur de notre action. Celui-ci peut trouver de nouvelles traductions dans la France de 2008 à travers la consécration juridique d'une nouvelle génération de droits individuels.

Elle prend un sens nouveau dans une société travaillée par un puissant proces-sus d'individualisation sociale et culturelle qui remodèle la structure sociale et n'autorise plus à raisonner à travers le prisme exclusif des classes traditionnelles. Qu'il s'agisse du traitement de questions majeures telles que l'âge du dé-part à la retraite, le soutien scolaire apporté aux enfants en difficulté, la politique d'insertion et de lutte contre le chômage, le régime de travail, nous pensons que le socialisme moderne doit mieux prendre en compte la diversité objective des situations et des attentes subjectives qu'elles créent. Il ne doit plus craindre à nos yeux de contourner le niveau trop homogénéisant du groupe social ou du territoire pour faire désormais davantage descendre, quand c'est possible, l'ac-tion correctrice de la politique au niveau même de l'individu.

Cet engagement en faveur des libertés ne nous rend pas évidemment pas sourd, pour autant, à la demande d'autorité et de règles qui émane également de la société contemporaine. Si elle résulte pour une part essentielle des effets déstructurants de la crise économique et sociale, la montée des phénomènes d'insécurité au cours des dernières décennies nous a rappelés aux nécessités d'une liberté ordonnée, d'une meilleure articulation des droits et des devoirs.

Cette prise en compte des réalités et des aspirations individuelles ne nous conduit pas non plus à cautionner les dérives réelles de l'individualisme contem-porain.

Nous combattons ainsi la réduction de la politique au règne du chacun pour soi, au consumérisme généralisé, à la juxtaposition des revendications catégorielles. Nous récusons l'image excessive d'une société intégralement individualisée où ne pèseraient plus les privilèges de naissance et les déterminations de classe, où chacun aurait tous les moyens de réussir et de s'accomplir sans l'intervention de la collectivité. Attachés au pari des Lumières et à la force des solutions collectives, qui est l'autre composante majeure de notre héritage phi-losophique et intellectuel, nous récusons l'image d'une société entièrement ato-misée et continuons de croire à la nécessité de construire et de faire vivre des institutions communes au service de la justice sociale.

Loin d'épouser les antagonismes internes à notre base sociale, de vouloir jouer à notre tour sur la division des « inclus » et des « exclus », des villes et des campagnes, de la France ouverte et de la France rétractée, nous souhaitons au contraire que la gauche élabore dans les années qui viennent un nouveau pacte social et territorial pour relever le défi de la société « fragmentée » et « dissociée ».

Ce pacte est l'enjeu majeur de la rénovation idéologique de la gauche. Il devra afficher des thèmes fédérateurs (protection contre la mondialisation, sauve-garde de la protection sociale, promotion individuelle) et indiquer aux couches

populaires et moyennes, aux habitants des cités comme à ceux du monde rural et péri urbain ce qu'ils peuvent attendre de la gauche. Nous pensons notamment que la gauche doit continuer à faire de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté une priorité politique et morale mais qu'elle doit veiller à ne pas alimenter la critique contre l'assistanat et qu'elle doit mieux répondre, de son côté, aux enjeux du pouvoir d'achat, de l'accès à la propriété, de la juste répartition des revenus à travers une réforme fiscale courageuse.

Cet attachement au projet collectif constitue notre manière de répondre, aujourd'hui encore, aux demandes de sens et aux besoins d'appartenance qui traversent la société contemporaine. Il constitue notre réponse à la question de l'identité nationale, dont nous ne voulons pas concéder le monopole à la droite. Nous continuons d'opposer la conception, ouverte, dynamique, contractuelle, d'une « communauté de citoyens » à la vision érigée, figée, ethniciste, portée par une partie de la droite. Nous continuons d'opposer l'idée d'un espace public composé de citoyens égaux en droit et débattant librement du bien commun à celle d'une démocratie régulée par les rapports entre des « communautés ».



# Engager la transition vers un modèle économique soutenable

Le modèle économique occidental (exploitation intensive des ressources naturelles sans souci de leur régénération, usage massif du carbone, économie du jetable, etc) est, de toute évidence, non viable. Il se heurte à plusieurs limites : l'épuisement en cours ou prévisible de certaines ressources naturelles, la difficulté croissante de nombre d'écosystèmes à se régénérer, la croissance démographique, la crise climatique et la crise de la biodiversité. L'équilibre et les conditions de survie de nombre de sociétés humaines sont devenus des enjeux planétaires. Les menaces sur la Paix, du fait des effets sur les conditions de survie des peuples des crises climatiques et écologiques, se multiplient, avec, au premier plan, les conflits d'accès aux ressources (hydrocarbures, eau, matières premières alimentaires).

L'histoire nous enseigne que des sociétés humaines ont décliné et se sont effondrées du fait de crises écologiques ayant sapé les fondements de leur économie et de leur cohésion sociale. Elle nous enseigne aussi que des sociétés ont su engager les transitions nécessaires pour changer de trajectoire et éviter l'effondrement. Ces expériences sont enthousiasmantes. Les décennies qui viennent peuvent être celles de l'effondrement ou celles de la transition vers une nouvelle économie. Nous avons encore le choix, mais cette possibilité se restreint chaque jour. Les constats sont largement partagés, les réseaux internationaux d'experts (sur le climat, sur la biodiversité et les écosystèmes, plus récemment sur l'alimentation) les ont établis, le consensus scientifique – essentiel pour les décideurs – est incontestable. Si rien n'est fait les tendances se poursuivront et l'effondrement est inéluctable.

Le temps est au passage à l'acte. Un peu partout dans le monde des initiatives sont prises pour infléchir cette trajectoire d'effondrement. Aux Etats-Unis, le refus de l'Etat fédéral de s'engager dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre est en partie compensée par les initiatives d'Etats ou de collectivités qui témoignent de la possibilité, au cœur même du modèle, d'infléchir les tendances.

La question est désormais celle de la capacité à atteindre le seuil critique qui permette au « vieux » de laisser la place au « neuf », à la nouvelle économie qui permettra de satisfaire les besoins sociaux sans compromettre les écosystèmes et en préservant les ressources naturelles qui sont le bien commun de l'humanité.

Cette transition, ce passage, ne sont possibles qu'à l'aide de la mobilisation des savoirs et des connaissances, de la créativité et des capacités d'innovation. Sur ce plan, les socialistes n'ont rien à craindre : l'issue ne saurait en aucune manière être trouvée dans les avatars contemporains des obscurantismes. Les ressources de la raison sont, plus que jamais, appelées au service de ce projet de transformation. Mais en prenant en compte les apports de toutes les sciences, qui, depuis les premiers travaux internationaux sur les limites de la croissance et de la capacité de portage de la planète, incitent à rompre avec une vision « religieuse » du progrès.

Il n'y a en effet aucune solution miracle. Les technologies ont toutes, à un moment ou un autre, fait la preuve de leurs limites ou des risques dont leur généralisation était porteuse.

De ce point de vue, le rapport attendu (avril 2007) du « Groupe de travail international de prospective pour une agriculture durable » (réseau international de 4000 experts mis en place par les Nations Unies sur le modèle du Groupe International d'Experts sur le Climat qui a reçu le Prix Nobel de la Paix 2007) constitue une nouvelle mise en évidence des limites des biotechnologies. Selon le pré rapport déjà public, aucune donnée scientifique ne démontre que les organismes génétiquement modifiés permettent de réaliser des rendements supérieurs aux cultures traditionnelles, contrairement aux affirmations des industriels. Par ailleurs, dans certaines zones du monde, les mutations déjà opérées par les OGM obligent les agriculteurs à utiliser à nouveau des pesticides, ce qui alourdit leurs coûts de production.

La question de départ posée par les Nations Unies à ce Groupe de travail international était : «peut-on réduire la faim et la pauvreté dans le monde, améliorer les conditions de vie des zones rurales et promouvoir un développement durable et équitable grâce à l'accès, l'utilisation et la production de savoirs, de sciences et de technologies agricoles ?». En proposant de répondre «non», les experts du Groupe de travail international de prospective pour une agriculture durable, au-delà des résistances que les conclusions de leur rapport rencontrent, incitent les décideurs politiques et les sociétés démocratiques à rechercher un chemin pour satisfaire les besoins alimentaires qui ne soit pas celui proposé par les entreprises multinationales semencières ou chimiques. La recherche scientifique et la démocratie doivent se conjuguer pour éviter aux sociétés humaines les dégâts de ce qui ne saurait, au final, être considéré comme un progrès, mais bien plutôt un nouveau risque majeur au détriment de l'intérêt général.

La diversité technologique se révèle aussi vitale que la bio diversité. Il appartient au politique de créer les conditions pour préserver cette diversité au bénéfice des sociétés humaines.

Parmi ces conditions, au premier plan, figure la délibération des options, l'analyse et la hiérarchisation des risques, la concertation et la confrontation afin de révéler les stratégies d'acteurs et leurs intérêts particuliers. La démocratie est la ressource « sociale » la plus vitale aujourd'hui pour permettre la transition vers la nouvelle économie, soucieuse du développement soutenable de nos sociétés et de la satisfaction de tous les besoins humains fondamentaux.

Il y a, pour les socialistes, une perspective enthousiasmante : celle de régénérer leur projet et leur promesse politique en relevant le défi du risque d'effondrement.

Le changement climatique est la crise qui, associée à celle de la biodiversité, peut conduire à l'effondrement ou bien permettre la transition vers un nouveau modèle de développement économique soutenable. Autour du changement climatique se cristallisent les questions sociales et environnementales qui ne peuvent plus être pensées comme des catégories séparées. En effet les premières victimes du changement climatique sont les plus pauvres, les pays les moins développés, et dans les pays développés, les catégories sociales les moins favorisées.

La crise, seule, ne permettra pas le changement. Il faut une action politique déterminée à créer et développer les outils économiques de la transition : le redéploiement de la fiscalité et des subventions. Décider cette action suppose une mise à jour radicale de nos conceptions et des représentations des outils du

progrès que nous portons, inchangées, depuis une cinquantaine d'années.

Les socialistes, cela ne fait plus débat, se sont convertis à l'économie de marché depuis déjà des années, même si nos textes ont tardé à refléter cette évolution que notre pratique du pouvoir avait rendu évidente.

Il appartient aux socialistes dans l'Histoire qui s'écrit d'oser nommer, définir et fixer concrètement les limites du marché, afin d'engager la transition vers le nouveau mode de développement économique soutenable.

Le marché reste l'institution sociale qui permet d'allouer les ressources avec une efficacité collective qu'aucun autre dispositif ne peut égaler : l'offre et la demande s'y équilibre autour d'un prix qui reflète l'abondance ou la rareté des ressources, biens ou services échangés. Mais le marché favorise le court terme, et ne vise pas le long terme. Il dessert les intérêts des générations futures, que le concept de développement durable – encore largement inexploré dans les faits – cherche, depuis 1987, à prendre en compte. Les prix de marché ne prennent pas en compte les services fournis par la nature, les seuils de régénération des éco systèmes – condition nécessaire de la durabilité des services de la nature – et les coûts indirects générés par la fourniture et les échanges de biens et services. C'est en ce sens que le marché est aveugle et dangereux, dangerosité qui s'accroît avec la montée de plus en plus sensible des périls. A l'heure de la globalisation cet aveuglement est mortifère. Le danger qu'il fait courir à nos sociétés est global. Les économies planifiées se sont effondrées parce que la vérité économique n'y était pas possible. Les économies de marché pourraient s'effondrer parce que le marché ne dit pas la vérité écologique.

Pour que les prix de marché prennent en compte la réalité écologique, nous disposons d'un outil qui réintroduit intérêt générale et temps long : la fiscalité. De la même manière que les socialistes ont su intégrer la question sociale à la fiscalité au début du XXème siècle en inventant l'impôt progressif sur le revenu, il leur appartient aujourd'hui d'introduire pleinement la question écologique – qui est un autre visage de la question sociale – au sein de la fiscalité moderne.

Les expériences dans ce domaine se sont multipliées ces dernières années. Celle de la Suède, engagée dans un programme massif sur dix ans de sortie de l'économie du carbone, est significative : elle a placé le redéploiement fiscal au 1er plan de son action. Il s'agit de transférer une part importante de la fiscalité sur le revenu vers la taxation d'activités néfastes pour l'environnement. Sur dix ans, la Suède transforme complètement le paysage de sa fiscalité en appliquant un programme déterminé de hausses régulières de la fiscalité des véhicules et des carburants. L'Allemagne a engagé, à partir de 1999 un plan de transfert

à partir de 1999 un plan de transfert de l'efficacité énergétique. Ce dispositif a conduit notamment au développement des éco industries, à une forme de «croissance verte» créatrice d'emplois dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'amélioration de l'efficacité énergétique (y compris dans le domaine du bâtiment).

La taxation énergie climat est le levier du redéploiement fiscal à opérer. La lutte contre le changement climatique va en effet de pair avec la préparation de notre société aux conséquences du renchérissement et de la disparition progressive des énergies carbonées. Une modification rapide de nos comportements, fondée à la fois sur la sobriété énergétique, la maîtrise énergétique et l'encouragement des technologies propres, est nécessaire. Plus précoce sera le changement, moins il sera douloureux.

De ce point de vue, la question de la taxe carbone est essentielle : elle corrige l'aveuglement du marché en internalisant les coûts externes ; elle donne une vraie lisibilité sur le long terme ; elle s'applique, de façon simple, à l'ensemble des opérateurs et, au contraire d'autres instruments économiques ou réglementaires, a des coûts de gestion ou de bureaucratie modestes ; elle adresse un signal sans ambiguïté aux opérateurs ; raisonnablement fixée, elle est d'une grande efficacité.

C'est pourquoi nous proposons que le Parti socialiste se prononce en faveur d'une taxe énergie climat et mette en cohérence ses propositions économiques avec cette exigence. Sur ces bases, il lui revient de définir les mesures économiques et sociales garantissant la compatibilité de cette disposition avec la réduction des inégalités et la poursuite du progrès social.

De la même manière, le Parti Socialiste remettra à plat toutes les subventions publiques aux activités destructrices de l'environnement (utilisation de carburants fossiles, surexploitation des nappes phréatiques, pêche excessive, exploitation forestière non durable, etc). Les efforts consentis avec le redéploiement de la fiscalité en faveur de l'environnement, qui réduirait la ponction sur les revenus salariaux et encouragerait l'investissement dans des éco activités bénéfiques à l'emploi et à l'environnement seraient contrecarrés par le maintien de dispositifs de subventions directes ou indirectes (exemptions fiscales) à des activités ou des secteurs destructeurs pour l'environnement et le climat.

Les outils existent, il manque la mise en cohérence pour que l'ensemble fasse sens et produise réellement des effets sur la trajectoire de nos économies et de nos sociétés. Un tel redéploiement des outils et des leviers dont dispose la puissance publique permettra l'émergence du nouveau modèle énergétique qui

sera au cœur de la nouvelle éco économie. Ce nouveau modèle énergétique est fondé sur les économies d'énergies, la décentralisation des choix et le développement des énergies renouvelables, seuls à même de conjuguer l'écologie, le social et la démocratie. Ceci suppose un investissement massif dans l'isolation de tous les logements, de nouvelles infrastructures de transports propres, le développement des énergies alternatives, un urbanisme et un aménagement du territoire renouvelés.

C'est dans ce contexte que les socialistes apprécieront la question des infrastructures lourdes de production d'énergie, et particulièrement d'énergie électrique. Quelle que soit l'appréciation qui peut être faite de l'avenir du nucléaire dans le monde, avec des problèmes qui restent entier (prolifération, sécurité des installations, gestion des déchets, utilisation des matières premières,...), la priorité au tout nucléaire, contradictoire avec la nouvelle politique énergétique que nous proposons, devra être modérée. Notre pays constitue déjà une exception avec 85% de la production d'électricité assurée par 58 tranches nucléaires et l'équivalent de 10 centrales nucléaires travaillant pour l'exportation. Aussi, le Parti socialiste confirmera la priorité aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables, et proposera d'investir massivement dans la recherche en faveur d'une nouvelle génération de réacteurs plus économes encore en déchets et en matière première.

Le PS est appelé à un changement de ses représentations et une mise à jour de ses conceptions. Il a déjà fait une bonne part du chemin, notamment sur la prise en compte du principe de précaution et sur sa représentation de la croissance.

Le principe de précaution vaut en effet bien mieux que les déformations de ses détracteurs qui le considèrent comme un principe de « réaction » ou d'interdiction, un frein au progrès, à la recherche ou à la connaissance. Au contraire, il met en débat l'acceptabilité du risque, fondée sur l'évaluation, son champ d'application, sur la durée et l'étendue des mesures restrictives envisagées et la nécessité d'engager les travaux nécessaires pour améliorer le champ de la connaissance. Il permet de fonder des réponses appropriées au plus grand nombre de questions possibles posées par les transformations technologiques. C'est avant tout un levier pour la recherche, une puissante incitation à l'innovation et au développement des éco technologies.

Pour les socialistes, le principe de précaution est le levier d'une conception renouvelée du progrès. En assumant ce choix, les socialistes pourront, avec audace, regarder l'avenir et participer pleinement aux débats de société sur les voies à emprunter pour assurer la satisfaction des besoins humains dans le souci de la justice et du respect des éco systèmes.

De la même manière, il serait vain de porter le double combat de la justice sociale et environnementale si nous n'acceptons pas de sortir de nos positions traditionnelles en matière d'économie et de croissance. Il s'agit d'adopter l'objectif d'un nouveau mode de développement qui satisfasse les besoins de tous en permettant la régénération des éco systèmes, qui privilégie la valeur d'usage, les circuits courts, le caractère recyclable des produits, le pouvoir d'intervention des travailleurs et des citoyens sur leur mode de vie et de travail. Ceci passe par une réinvention des régulations publiques, de nouveaux développements démocratiques et la lutte contre les nouvelles formes d'inégalités et de violence civiles et sociales. Il nous faudra achever l'abandonner du fétichisme actuel d'une croissance mesurée par un PIB qui n'incorpore aucune donnée relative à la destruction des ressources naturelles, à la santé humaine et à la pauvreté. « La vraie question n'est pas ce qu'on met dans nos comptes mais ce qui compte vraiment dans nos vies ». Changer de vision facilitera la découverte d'autres chemins.

Pour le Parti socialiste, renoncer au fétichisme des chiffres de la croissance, permettra la mise en cohérence dans son projet, des enjeux sociaux, économiques et environnementaux.





# Une politique économique de gauche

En matière de politique économique et sociale, la Gauche a un devoir : retrouver ses valeurs, retrouver ses combats, retrouver ceux qu'elle doit défendre et reprendre l'initiative du progrès.

Les valeurs du socialisme sont toujours, aujourd'hui autant qu'hier, une certaine exigence de justice et de raison. Justice entre les hommes, entre les peuples. Raison dans la conduite des affaires humaines, pour mettre en œuvre un modèle de développement qui nous amène à progresser collectivement tout en préservant la planète et l'avenir de nos enfants.

Les combats que nous devons mener, nous les avons malheureusement sous nos yeux chaque jour. C'est d'abord le déséquilibre des nouveaux rapports de force au travail et le creusement des inégalités, entre les individus, entre les territoires, qui se produisent aujourd'hui dans le contexte général de la mondialisation et du capitalisme financier. C'est également les défis écologiques, qui commandent notre avenir. C'est enfin la question de l'attractivité et de la compétitivité de notre territoire.

Enfin, ceux que nous devons défendre, ce sont ceux qui souffrent de ces déséquilibres et de ces inégalités issus du capitalisme mondialisé, à leur travail et/ou dans leur vie quotidienne (fermetures de services publics, diminution de leur pouvoir d'achat, creusement des inégalités et ghettoïsation sociale ...). Ce sont ceux qui ne sont peut-être pas encore nés mais qui auront demain à souffrir du réchauffement climatique ou d'autres catastrophes écologiques. Ce sont également ceux qui souhaitent développer leurs talents, entreprendre dans notre pays et ne le peuvent pas.

Doit-on – peut-on – relever ce défi qui nous est posé, (re)construire une politique économique de Gauche dans un contexte difficile (mondialisation et interdépendance des économies, diminution des leviers d'action, faibles marges de manœuvre

budgétaires, conjoncture économique mondiale aujourd'hui défavorable) ?

Nos valeurs et nos combats ne sont pas vains, et il ne faut pas sombrer dans la passivité. Certes certains leviers d'action ont aujourd'hui disparus ou sont moins efficaces. Par ailleurs, la Gauche reconnaît aujourd'hui bien volontiers que ses idées doivent être en prise avec la société et avec le monde. En particulier, ayant tiré les leçons de l'échec du « socialisme réel », nous reconnaissons désormais l'efficacité du marché pour produire les richesses nécessaires au développement des sociétés ; il ne s'agit donc plus de savoir si le PS est pour ou contre l'économie de marché.

L'État Providence, tel qu'il a fonctionné, a engendré des progrès sociaux considérables. Il a longtemps permis de soutenir et de relancer la croissance de l'économie et la prospérité. Aujourd'hui, ce modèle ne semble plus à même de repousser les inégalités qui se creusent ni d'avoir une action favorable sur notre économie et notre compétitivité.

Mais la Gauche n'est pas pour autant condamnée à la défensive, oscillant entre une adaptation sans principes et un repli frileux sans perspectives. Si nous ne devons pas refuser la mondialisation mais au contraire y prendre pleinement pied, c'est pour avoir un rapport constructif avec ce phénomène de société majeur et développer de nouveaux modes d'action. L'actualité (dérèglements des marchés financiers, délocalisations, incapacité du simple fonctionnement des marchés à aboutir à un équilibre écologique satisfaisant, services publics mis en danger...) ne nous montre que trop souvent où est notre devoir : trouver les nouveaux leviers d'action d'une politique économique de Gauche.

Dans cette construction d'une politique économique de Gauche, nous devons suivre trois axes.

Le choix de l'entreprise, de l'innovation et de la prise de risque tout d'abord.

Ce que nous voulons au premier chef, c'est une France riche et qui redistribue ses richesses dans un esprit de justice et de cohésion sociale. Or on ne peut redistribuer que ce qui est produit ; le socialisme doit donc se préoccuper en premier lieu des conditions de la création de la richesse.

Et l'économie française souffre aujourd'hui d'un manque de compétitivité évident. Les perspectives de croissance pour les prochaines années sont faibles, la balance commerciale se dégrade, la concurrence des pays émergents est pressante, y compris sur les produits à haute valeur ajoutée.

C'est toute la difficulté des 10 prochaines années : c'est au moment où l'économie française doit faire face à une intensification sans précédent de la concurrence internationale qu'elle doit produire plus de richesses, pour faire face aux besoins croissants des Français : santé, retraites, environnement, lutte contre les inégalités en matière de logement, éducation...

La solution n'est pas dans le protectionnisme ou tout autre solution défensive : exonérations fiscales, baisse du coût du travail... que la droite nous propose et qui visent seulement, sans y croire vraiment, à concurrencer les pays émergents sur leur propre terrain.

La création de richesse procède d'abord de l'innovation et de la capacité à entreprendre. En ces matières notre pays a beaucoup de retards, en matière d'enseignement supérieur et de capacités de recherche. Il faut également réhabiliter le statut de l'entrepreneur dans notre pays, et mieux associer l'ensemble des salariés à la création de valeur qui procède de l'innovation. Dans le même temps, nous devons reconnaître la place des grands groupes industriels et de services, qui constituent aujourd'hui une des principales forces de l'économie française et doivent plus qu'aujourd'hui être créateurs d'emplois et de richesse à moyen terme.

En mettant en avant ce premier axe de réflexion, nous ne sommes pas en train de renier nos valeurs pour faire le lit de celles de la Droite. Bien au contraire : les contradictions du programme de campagne de M Sarkozy se sont vite dissipées pour laisser apparaître ses vrais choix économiques, qui sont ceux de la rente et de l'immobilisme économique et social, et non de l'innovation et de l'entreprise.

Nous ne faisons pas non plus fi des enjeux environnementaux. Au vu de l'épuisement des ressources et de l'accumulation des menaces écologiques, nous préconisons une gestion durable des ressources permettant la préservation de la planète. Nous affirmons cependant que nous continuons à croire à la croissance économique et à faire confiance à la science comme source de progrès de notre civilisation ; c'est une vision renouvelée du progrès et du développement humain

que nous appelons de nos vœux, pas une vision décliniste. Nous estimons en effet que la perte de confiance en notre avenir est dangereuse économiquement et politiquement.

nous devons reconnaître la place des grands groupes industriels et de services, qui constituent aujourd'hui une des principales forces de l'économie française et doivent plus qu'aujourd'hui être créateurs d'emplois et de richesse à moyen terme.

En mettant en avant ce premier axe de réflexion, nous ne sommes pas en train de renier nos valeurs pour faire le lit de celles de la Droite. Bien au contraire : les contradictions du programme de campagne de M Sarkozy se sont vite dissipées pour laisser apparaître ses vrais choix économiques, qui sont ceux de la rente et de l'immobilisme économique et social, et non de l'innovation et de l'entreprise.

Nous ne faisons pas non plus fi des enjeux environnementaux. Au vu de l'épuisement des ressources et de l'accumulation des menaces écologiques, nous préconisons une gestion durable des ressources permettant la préservation de la planète. Nous affirmons cependant que nous continuons à croire à la croissance économique et à faire confiance à la science comme source de progrès de notre civilisation ; c'est une vision renouvelée du progrès et du développement humain que nous appelons de nos vœux, pas une vision décliniste. Nous estimons en effet que la perte de confiance en notre avenir est dangereuse économiquement et politiquement.

Le volontarisme économique et le rétablissement de la légitimité et de l'efficacité de l'Etat social et du modèle républicain français ensuite.

La puissance publique – Etat, régions, départements, communes – n'est pas impuissante sur le plan économique ; bien au contraire, elle a un rôle stratégique à jouer, pour accroître les richesses créées, et pour en assurer une juste répartition.

Pour accroître la création de richesse, il revient à la puissance publique de définir une véritable politique industrielle et de mettre à son service les différents outils dont elle dispose (enseignement et recherche notamment). La puissance publique peut également avoir un rôle prépondérant dans le développement de certains secteurs économiques, notamment dans les services.

La puissance publique doit également mettre la politique fiscale et le système de protection sociale en cohérence avec les objectifs de promotion de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de la prise de risque, et de juste répartition des richesses. Notre système redistributif doit être repensé pour mettre l'impôt au service de l'innovation et de la production, réduire les inégalités entre les individus et les territoires, et s'abstraire de la logique de la rente.

Quant à la protection sociale, elle est au cœur du pacte social français. Nous devons construire une société de prévoyance sociale qui modernise notre État Providence. Nous nous devons de répondre aux nouveaux défis : choc démographique, allongement de la durée de vie, bouleversements dans une société post-industrielle. Il s'agit désormais d'investir dans le capital humain et de donner à chacun la possibilité de se réaliser. Nous voulons protéger nos compatriotes contre tous les risques sociaux en adoptant une perspective dynamique qui envisage les problématiques sociales sous l'angle de la trajectoire de vie individuelle : sécurisation effective des parcours professionnels, accueil de la petite enfance, nouvel âge de l'émancipation des femmes, prise en charge de la politique des âges...

Nous voulons garantir les salariés contre tous les risques sociaux (chômage, travail précaire, dépendance liée au quatrième âge, retour de la pauvreté en fin de vie). Cette sécurisation effective des parcours professionnels et individuels est aujourd'hui ébranlée par le vieillissement de la population, le développement de la dépendance, le coût croissant de la santé, la difficulté de lutter contre les inégalités... Nous devons donc revoir les modalités d'action et de financement de la protection sociale.

Enfin, même si nous devons nous souvenir que l'accès à l'emploi n'est pas l'unique solution aux problèmes de pauvreté et d'intégration [cf. texte JMLG sur le RSA], l'intervention de la puissance publique est essentielle dans la réduction des inégalités face à l'accès à l'emploi. La puissance publique a notamment un rôle prépondérant à jouer pour assurer la transition des personnes et des territoires fragilisés, à l'heure où certains bénéficient de la mondialisation et d'autres décrochent.

L'existence d'un syndicalisme fort apparaît ici indispensable. Seul un syndicalisme fort sera à même de rééquilibrer les rapports de force au travail. Par ailleurs, pour avoir une action efficace et équilibrée en matière économique et sociale, la puissance publique devra pourvoir s'appuyer sur des syndicats patronaux et de salariés parfaitement légitimes.

L'internationalisme enfin. Nous voulons bâtir des solidarités politiques transnationales qui permettent de faire face au déploiement du capital.

Nous militons donc plus que jamais pour une autre répartition des richesses à l'échelle planétaire et ne pouvons nous résoudre à l'approfondissement de la fracture entre le Nord et le Sud.

cet égard, tout n'est pas négatif dans la mondialisation, loin s'en faut. La mondialisation, c'est d'abord une augmentation considérable des niveaux de vie de beaucoup de pays en voie de développement. C'est pourquoi les socialistes, qui sont des internationalistes, sont nécessairement pour l'augmentation des échanges.

Mais nous devons promouvoir un commerce international mieux régulé, conditionnant la libéralisation à des garanties sociales et environnementales, et une démocratisation des instances de régulation internationale.

Nous voulons également une Europe unifiée et puissante, capable de peser dans les négociations sur le commerce mondial et d'établir en son sein des formes de gouvernance économique et d'harmonisation sociale. En réaffirmant ces finalités partagées, nous ne voulons pas ignorer les insatisfactions engendrées par la construction européenne telle qu'elle est ni occulter les débats qui ont surgi sur l'appréciation du Traité Constitutionnel européen. Mais nous croyons nécessaire de dépasser ces divergences et de travailler ensemble à la définition d'une stratégie politique des socialistes français pour faire avancer leurs objectifs communs dans le champ de forces européen.

garanties sociales et environnementales, et une démocratisation des instances de régulation internationale.

Nous voulons également une Europe unifiée et puissante, capable de peser dans les négociations sur le commerce mondial et d'établir en son sein des formes de gouvernance économique et d'harmonisation sociale. En réaffirmant ces finalités partagées, nous ne voulons pas ignorer les insatisfactions engendrées par la construction européenne telle qu'elle est ni occulter les débats qui ont surgi sur l'appréciation du Traité Constitutionnel européen. Mais nous croyons nécessaire de dépasser ces divergences et de travailler ensemble à la définition d'une stratégie politique des socialistes français pour faire avancer leurs objectifs communs dans le champ de forces européen.

